VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi":
ar piesūtīšanu: par: Ls — gadu 22,— ; ½ gadu 12,— ; 3 mēn. 6,— ; 1 „ 2,— ; Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem —,12
bez piesūtīšanas (saņemot ekspedīcijā): par: Ls — gadu 18,— ; ½ gadu 10,— ; 3 mēn. 5,— ; 1 „ 1,70 ; Par atsevišķu numuru —,10

Latvijas valdības iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija: Rigā, pilī № 2. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija: Rigā, pilī № 1. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejīgām rindiņām . . . . . Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu . . . . . „ —,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejīgu rindiņu . . . . . „ —,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) . . . . . „ —,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas . . . . . „ —,80

Nr. 60 **Piektdien, 14. martā 1930. g.** **Trīspadsmitais gads**

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS
par
1905. gada 17. jūlijā Hāgā parakstīto konvenciju par civīltiesāšanas kārtību.

1. 1905. gada 17. jūlijā Hāgā parakstītā konvencija par civīltiesāšanas kārtību ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Konvencija stājas spēkā 60 dienas pēc pievienošanās protokola parakstīšanas Hāgā.

Rīgā, 1930. g. 14. martā.

Valsts Prezidents G. Zemgals.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 7. martā.

CONVENTION RELATIVE À LA PROCÉDURE CIVILE

(signée à La Haye, le 17 juillet 1905).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc. et Roi Apostolique de Hongrie, pour l'Autriche et pour la Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi d'Italie; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse.

Désirant apporter à la Convention du 14 novembre 1896 les améliorations suggérées par l'expérience,

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

MM. De Schloezer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Docteur Johannes Kriege, Son Conseiller Intime de Légation;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc. et Roi Apostolique de Hongrie,

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

M. le Comte Christophe de Wydenbruck, Son Conseiller Intime et Chambellan, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Pour l'Autriche:

M. le Chevalier Robert Holzknecht de Hort, Chef de section au Ministère Impérial Royal autrichien de la Justice,

Pour la Hongrie:

M. Gustave Töry, Secrétaire d'Etat au Ministère Royal hongrois de la Justice;

Sa Majesté le Roi des Belges:

MM. le Baron Guillaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et A. Van den Bulcke, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plenipotentiaire, Directeur Général au Ministère des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. J. W. De Grevenkop Castenskjold, Son Chambellan, Son Ministre Résident près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

M. Arturo de Baguer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Le Président de la République Française:

MM. de Monbel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis Renault, Professeur de Droit International à l'Université de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Salvatore Tugini, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau:

M. le Comte de Villers, Son Chargé d'Affaires à Berlin;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. F. Hagerup, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

MM. le Jonkheer W. M. de Weede de Berencamp, Son Ministre des Affaires Etrangères, J. A. Loeff, Son Ministre de la Justice, et T. M. C. Asser, Son Ministre d'Etat, Membre du Conseil d'Etat, Président de la Commission on Royale de Droit International Privé, Président des Conférences de Droit Internationale Privé;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.:

M. le Comte de Sélir, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. E. Mavrocordato, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies:

M. N. Tcharykow, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède:

M. le Baron Falkenberg, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

et le Conseil Fédéral Suisse:

M. G. Carlin, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

I. COMMUNICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 1-er.

En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de personnes se trouvant à l'étranger se feront dans les Etats contractants, sur une demande du consul de l'Etat requérant adressée à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. La demande contenant l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit, doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise. Cette autorité enverra au consul la pièce prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de la demande du consul seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant peut déclarer, par une communication adressée aux autres Etats contractants, qu'il entend que la demande de signification à faire sur son territoire, contenant les mentions indiquées à l'alinéa 1-er. lui soit adressée par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la communication directe entre leurs autorités respectives.

Article 2.

La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Cette autorité, sauf les cas prévus dans l'article 3, pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire qui l'accepte volontairement.

Article 3.

Si l'acte à signifier est rédigé, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou s'il est accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues, l'autorité requise, au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour l'exécution de significations analogues, ou dans une forme spéciale, pourvu qu'elle ne soit pas contraire à cette législation. Si un pareil désir n'est pas exprimé, l'autorité requise cherchera d'abord à effectuer la remise dans les termes de l'article 2.

Sauf entente contraire, la traduction prévue dans l'alinéa précédent sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Article 4.

L'exécution de la signification prévue par les article 1, 2 et 3 ne poura être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 5.

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

Article 6.

Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas:

1° à la faculté d'adresser directement par la voie de la poste des actes aux interessés se trouvant à l'étranger;

2° à la faculté pour les interessés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination;

3° à la faculté pour chaque Etat de faire faire directement, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées aux personnes se trouvant à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si des Conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si, à défaut de Conventions, l'Etat sur le territoire duquel la signification doit être faite ne s'y oppose pas. Cet Etat ne pourra s'y opposer lorsque, dans les cas de l'alinéa 1-er, numéro 3, l'acte doit être signifié sans contrainte à un ressortissant de l'Etat requérant.

Article 7.

Les significations ne pourront donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou par l'emploi d'une forme spéciale dans les cas de l'article 3.

II. COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article 8.

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat contractant pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat contractant pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Article 9.

Les commissions rogatoires seront transmises par le consul de l'Etat requérant à l'autorité qui sera désigneé par l'Etat requis. Cette autorité enverra au consul la pièce constatant l'exécution de la commission rogatoire ou indiquant le fait qui en a empêché l'exécution.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de cette transmission seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant peut déclarer, par une communication adressée aux autres Etats contractants, qu'il entend que les commissions rogatoires à exécuter sur son territoire lui soient transmises par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la transmission directe des commissions rogatoires entre leurs autorités respectives.

Article 10.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'un etraduction faite dans une de ces langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Article 11.

L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparation des parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que:

1º si l'authenticité du document n'est pas établie;

2º si, dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire;

3º si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 12.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 13.

Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'article 11, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire à été refusée et, dans le cas de l'article 12, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Article 14.

L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 15.

Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chaque Etat de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires, si des Conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas.

Article 16.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel, rendue nécessaire parce que les témoins n'ont pas comparu volontairement, ou des frais résultant de l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2.

III. CAUTION JUDICATUM SOLVI.

Article 17.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des Etats contractants, ayant leur domicile dans l'un de ces Etats, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Les Conventions par lesquelles des Etats contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la caution judicatum solvi ou du versement des frais judiciaires sans condition de domicile continueront à s'appliquer.

Article 18.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 17, alinéas 1 et 2, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, sur une demande faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente dans chacun des autres Etats contractants.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour permettre que la demande d'exequatur soit aussi faite directement par la partie intéressée.

Article 19.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner:

1º si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité;

2º si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée;

3º si le dispositif de la décision est rédigé, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien s'il est accompagné d'une traduction, faite dans une de ces langues et, sauf entente contraire, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa 2, numéros 1 et 2, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de cette autorité sera, sauf entente contraire, certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice dans l'Etat requérant. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé doivent être rédigés ou traduits conformément à la règle contenue dans l'alinéa 2, numéro 3.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Article 20.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Article 21.

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçue par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celles-ci, par les autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où ces dernières autorités n'appartiendraient pas à un Etat contractant et ne recevraient pas ou ne délivreraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration, délivré ou reçue par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

Article 22.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres Etats contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

Article 23.

Si le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite a été accordé au ressortissant d'un des Etats contractants, les significations relativs au même procès qui seraient à faire dans un autre de ces Etats ne pourront donner lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des frais occasionés par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'article 3.

Dans le même cas, l'exécution de commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des indemnités payées aux témois ou aux experts, ainsi que des frais nécessités par l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2.

V. CONTRAINTE PAR CORPS.

Article 24.

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers, appartenant à un des Etats contractants, dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicillé dans le pays, pour obtenir la levée de la contrainte par corps, doit produire le même effet au profit du ressortissant d'un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

VI. DISPOSITIONS FINALES.

Article 25.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à la Haye, dès que six des Hautes Parties contractantes seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Article 26.

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires européens des Etats contractants.

Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans ses territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou dans ses circonscriptions consulaires judiciares, il notifiera son intention à cet effet par un acte, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants. La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les Etats qui répondront par une déclaration affirmative à cette notification et les territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, et les circonscriptions consulaires judiciares, pour lesquels la notification aura été faite. La déclaration affirmative sera déposée, de même, dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

Article 27.

Les Etats représentés à la Quatrième Conference de Droit International Privé sont admis à signer la présente Convention jusqu'au dépôt des ratifications prévu par l'article 25, alinéa 1-er.

Après ce dépôt, ils seront toujours admis à y adhérer purement et simplement. L'Etat qui désire adhérer notifie son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

Article 28.

La présente Convention remplacera la Convention de droit international privé du 14 novembre 1896 et le Protocole Additionnel du 22 mai 1897.

Elle entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date où tous les Etats signataires ou adhérents de la Convention du 14 novembre 1896 auront déposé leurs ratifications de la présente Convention, et au plus tard le 27 avril 1909.

Dans le cas de l'article 26, alinéa 2, elle entrera en vigueur quatre mois après la date de la déclaration affirmative et, dans le cas de l'article 27, alinéa 2, le soixantième jour après la date de la notification des adhésions.

Il est entendu que les notifications prévues par l'article 26, alinéa 2, ne pourront avoir lieu qu'après que la présente Convention aura été mise en vigueur conformément à l'alinéa 2 du présent article.

Article 29.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 28, alinéa 2, pour sa mise en vigueur.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auront adhéré postérieurement et aussi en ce qui concerne les déclarations affirmatives faites en vertu de l'article 26, alinéa 2.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas 2 et 3, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats.

La dénonciation peut ne s'appliquer qu'aux territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou aussi aux circonscriptions consulaires judiciaires, compris dans une notification faite en vertu de l'article 26, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à la Haye, le 17 juillet Mil Neuf Cent Cinq, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la Quatrième Conférence de Droit International Privé.

Pour l'Allemagne:	(L. S.)	v. SCHLOEZER.
		KRIEGE.
Pour l'Autriche et pour la Hongrie:	„	C. A. WYDENBRUCK, Ministre d'Autriche-Hongrie.
Pour l'Autriche:	„	HOLZKNECHT, Chef de section au Ministère Impérial Royal autrichien de la Justice.
Pour la Hongrie:	„	TÖRY, Secrétaire d'Etat au Ministère Royal hongrois de la Justice.
Pour la Belgique:	„	GUILLAUME.
		ALFRED VAN DEN BULCKE.
Pour le Danemark:	„	W. GREVENKOP CASTENSKJOLD.
Pour l'Espagne:	„	A. de BAGUER.
Pour la France:	„	MONBEL.
		L. RENAULT.
Pour l'Italie:	„	TUGINI.
Pour le Luxembourg:	„	Cte. de VILLERS.
Pour la Norvège:	„	F. HAGERUP.
Pour les Pays-Bas:	„	W. M. de WEEDE.
		J. A. LOEFF.
		T. M. C. ASSER.
Pour le Portugal:	„	CONDE DE SELIR.
Pour la Roumanie:	„	Edg. MAVROCORDATO.
Pour la Russie:	„	N. TCHARYKOW.
Pour la Suède:	„	G. FALKENBERG.
Pour la Suisse:	„	CARLIN.

Tulkojums.

Konvencija par civiltiesāšanas kārtību

(parakstīta Hagā, 1905. gada 17. jūlijā).

Viņa Majestāte Vācijas Ķeizars, Prūsijas Ķēniņš, Vācu Imperijas vārdā; Viņa Majestāte Austrijas Ķeizars, Bohēmijas ķēniņš, u. t. t., u. t. t. un Apustuliskais Ungārijas Ķēniņš, par Austriju un par Ungāriju; Viņa Majestāte Beļģiešu Ķēniņš; Viņa Majestāte Dānijas Ķēniņš; Viņa Majestāte Spānijas Ķēniņš; Franču Republikas Prezidents; Viņa Majestāte Italijas Ķēniņš; Viņa Karāliskā Augstība Luksemburgas Lielhercogs, Nasavas Hercogs; Viņa Majestāte Norveģijas Ķēniņš; Viņa Majestāte Holandes Ķēniņiene; Viņa Majestāte Portugales un Algarvu Ķēniņš, u. t. t., u. t. t.; Viņa Majestāte Rumānijas Ķēniņš; Viņa Majestāte Viskrievijas Ķeizars; Viņa Majestāte Zviedrijas un Norveģijas Ķēniņš, Zviedrijas vārdā, un Šveices Federālā Padome,

Vēlēdamies papildināt 1896. gada 14. novembra konvenciju ar pārlabojumiem, ko devuši piedzīvojumi,

Nolēma noslēgt šim nolūkam jaunu konvenciju un tāpēc iecēla par saviem pilnvarotiem:

Viņa Majestāte Vācijas Ķeizars, Prūsijas Ķēniņš, Vācu Imperijas vārdā:

Von Schloezer kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes un doktoru Johannes Kriege kungu, Savu legācijas slepenpadomnieku;

Viņa Majestāte Austrijas Ķeizars, Bohēmijas Ķēniņš, u. t. t., u. t. t. un Apustuliskais Ungārijas Ķēniņš,

Par Austriju un par Ungāriju:

Grafu Christophe de Wydenbruck kungu, Savu slepenpadomnieku un kambarkungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes,

Par Austriju:

Bruņinieku Robert Holzknecht de Hort kungu, nodaļas vadītāju ķeizariski-karāliskā Austrijas Tieslietu ministrijā,

Par Ungāriju:

Gustave Töry kungu, valstssekretāru karāliskā Ungārijas Tieslietu ministrijā;

Viņa Majestāte Beļģiešu Ķēniņš:

Baronu Guillaume kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes un A. Van den Bulcke kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri, ģenerāldirektoru ārlietu ministrijā;

Viņa Majestāte Dānijas Ķēniņš:

J. W. de Grevenkop Castenskjold kungu, Savu kambarkungu, Savu rezidējošo ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes;

Viņa Majestāte Spānijas Ķēniņš:

Arturo de Baguer kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes;

Franču Republikas Prezidents:

De Monbel kungu, Franču Republikas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes, un Louis Renault kungu, starptautisko tiesību profesoru Parīzes Universitātē, ārlietu ministrijas juriskonsultu;

Viņa Majestāte Italijas Ķēniņš:

Salvatore Tugini kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes;

Viņa Karāliskā Augstība Luksemburgas Lielhercogs, Nasavas Hercogs:

Grafu de Vil Ers kungu, savu chargé d'affaires Berlinē;

Viņa Majestāte Norveģijas Ķēniņš:

F. Hagerup kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņa Majestātes Holandes Ķēniņienes;

Viņas Majestāte Holandes Ķēniņiene:

Jonkheer W. M. De Weede de Berencamp kungu, Savu ārlietu ministri, J. A. Loeff kungu, Savu tieslietu ministri, un T. M. C. Asser kungu, Savu valsts ministri, valsts padomes locekli, starptautisko privāttiesību karāliskās kommisijas priekšsēdētāju, starptautisko privāttiesību konferenču priekšsēdētāju;

Viņa Majestāte Portugales un Algarvu Ķēniņš, u. t. t., u. t. t.:

Grāfu de Selir kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes;

Viņa Majestāte Rumānijas Ķēniņš:

E. Mavrocordato kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes;

Viņa Majestāte Viskrievijas Ķeizars:

N. Čarykow kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes;

Viņa Majestāte Zviedrijas un Norveģijas Ķēniņš, Zviedrijas vārdā:

Baronu Falkenberg kungu, Savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes,

Un Šveices Federālā Padome:

G. Carlin kungu, Šveices Konfederācijas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņas Majestātes Holandes Ķēniņienes,

kuri, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekošiem noteikumiem:

I. Tiesas un ārpustiesas aktu izsniegšana.

1. pants.

Civilās vai tirdznieciskās lietās ārzemēs esošām personām adresētos aktus līdzējās valstīs izsniedz uz pieprasītājas valsts konsula lūgumu, kas adresējams pieprasījuma saņēmējas valsts norādītai iestādei. Pieprasījumā jāatzīmē iestāde, kas izdevusi pārsūtāmo aktu, pusu vārds un stāvoklis, saņēmēja adrese un attiecīgā akta apzīmējums, un tas sastādāms pieprasījuma saņēmējas iestādes valodā. Šī iestāde piesūta konsulam dokumentu, kas pierāda izsniegšanu vai norāda apstākli, kura dēļ tā nav izdarīta.

Visas grūtības, kas rastos konsula pieprasījuma dēļ, nokārtojamas diplomatiskā ceļā.

Katra līdzēja valsts var deklarēt citām līdzējām valstīm adresētā paziņojumā, ka tā vēlas, lai pieprasījumu par tās territorijā izdarāmu izsniegšanu, kurš satur 1. rindkopā minētās ziņas, tai piesūta diplomātiskā ceļā.

Iepriekšējie noteikumi nav par šķērsli tam, ka divas līdzējas valstis vienojas pielaist savu attiecīgo iestāžu starpā tiešu sazināšanos.

2. pants.

Par izsniegšanu rūpējas pieprasījuma saņēmējas valsts piekritīgā iestāde. Šī iestāde var, izņemot 3. pantā paredzētos gadījumus, izdarīt izsniegšanu vienkārši nododot aktu saņēmējam, ja viņš to labprātīgi pieņem.

3. pants.

Ja izsniedzamais akts ir sastādīts vai nu pieprasījuma saņēmējas valsts valodā, vai valodā, par kuru vienojušās abas ieinteresētās valstis, vai ja tam pievienots tulkojums vienā no šīm abām valodām, tad pieprasījuma saņēmēja iestāde, ja attiecīga vēlēšanās pieprasījumā izteikta, izsniedz aktu savos likumos tamlīdzīgiem iesniegumiem paredzētā kārtībā, vai arī sevišķā kārtībā, ja tikai tā nerunā pretim šiem likumiem. Ja tāda vēlēšanās nav izteikta, tad pieprasījuma saņēmēja iestāde mēģina vispirms izdarīt nodošanu saskaņā ar 2. panta noteikumiem.

Ja nav pretējas vienošanās, tad iepriekšējā rindkopā paredzētā tulkojuma pareizību apliecina pieprasītājas valsts diplomatiskais vai konsulārais pārstāvis vai pieprasījuma saņēmējas valsts zvērināts tulks.

4. pants.

1., 2. un 3. pantā paredzēto izsniegšanu var atraidīt tikai tad, ja valsts, kuŗas territorijā tā izdarāma, uzskata, ka tā var aizkart viņas suverenitāti vai viņas drošību.

5. pants.

Izsniegšana pierādāma ar datētu un pienācīgi apliecinātu saņēmēja parakstu par saņemšanu, vai ar pieprasījuma saņēmējas valsts iestādes apliecību, kurā atzīmēti izsniegšanas fakts, kārtība un diena.

Ja izsniedzamais akts piesūtīts divos eksemplāros, tad paraksts par saņemšanu vai apliecība jāuzraksta uz viena no tiem vai tam jāpievieno.

6. pants.

Iepriekšējo pantu noteikumi nav par šķērsli:

1º iespējai piesūtīt aktus tieši pa pastu ieinteresētiem, kas atrodas ārzemēs;

2º ieinteresēto iespējai likt izdarīt izsniegumus tieši caur saņēmējas valsts izpildu ierēdņu vai piekritīgo ierēdņu gādību;

3º katras valsts iespējai likt izdarīt tieši, caur savu diplomātisko vai konsulāro pārstāvju gadību, ārzemēs esošām personām adresētus izsniegumus.

Ikvienā no šiem gadījumiem paredzētā iespēja pastāv tikai tad, ja ieinteresēto valstu starpā noslēgtās konvencijas to paredz vai, kad konvencijas nav, ja valsts, kuŗas territorijā izsniegums izdarāms, tam nepretojas. Šī valsts nevar tam pretoties, ja 1. rindkopas 3. punkta paredzētā gadījumā akts izsniedzams kādam pieprasītājas valsts pilsonim, nelietojot spaidu līdzekļus.

7. pants.

Sakarā ar izsniegumiem nevar notikt nekāda veida nodevu vai izdevumu atmaksāšana.

Tomēr, ja nav pretējas vienošanās, pieprasījuma saņēmējai valstij ir tiesība prasīt no pieprasītājas valsts atlīdzību par izdevumiem, kas cēlušies ar kāda izpildu ierēdņa piedalīšanos vai ar sevišķas kārtības piemērošanu 3. panta paredzētos gadījumos.

II. Tiesas uzdevumi.

8. pants.

Civilās vai tirdznieciskās lietās vienas līdzējas valsts tiesu iestādes var griezties, saskaņā ar savu likumu noteikumiem, pie citas līdzējas valsts piekritīgās iestādes ar tiesas uzdevumu, kuŗā lūgts, lai tā izdaritu savās piekritības robežās vai nu izmeklēšanu, vai citu tiesas darbību.

9. pants.

Tiesas uzdevumu nosūta lūdzējas valsts konsuls tai iestādei, kuŗu noteic uzdevuma saņēmēja valsts. Šī iestāde piesūta konsulam dokumentu, kuŗā konstatēta tiesas uzdevuma izpildīšana vai norādīts apstāklis, kuŗa dēļ tā izpildīšana nav notikusi.

Visas grūtības, kas rastos sakarā ar šo nosūtīšanu, nokārto diplomātiskā ceļā.

Katra līdzēja valsts var deklarēt citām līdzējām valstīm piesūtītā paziņojumā, ka tā vēlas, lai tās territorijā izpildāmos tiesas uzdevumus tai piesūtītu diplomātiskā ceļā.

Iepriekšējie noteikumi nav par šķērsli tam, ka divas līdzējas valstis vienojas pielaist savu attiecīgo iestāžu starpā tiešu tiesas uzdevumu piesūtīšanu.

10. pants.

Ja nav pretējas vienošanās, tiesas uzdevums sastādāms vai nu lūguma saņēmējas iestādes valodā, vai valodā, par kuru vienojušās abas ieinteresētās valstis, vai arī tam jāpievieno tulkojums vienā no šīm valodām, kuŗa pareizību apliecinājis lūdzējas valsts diplomātiskais vai konsulārais pārstāvis vai lūguma saņēmējas valsts zvērināts tulks.

11. pants.

Tiesu iestādei, kam tiesas uzdevums adresēts, tas ir jāizpilda, lietojot tos pašus piespiedu līdzekļus, kādi pielaižami izpildot tās valsts iestāžu uzdevumus, kuŗā tiesas uzdevums izpildāms, vai kādi pielaižami uz vienas ieinteresētās valsts prasījumu. Ja lieta attiecas uz prāvnieku ierašanos tiesā; tad šie piespiedu līdzekļi nav nepieciešami jāpiemēro.

Tiesas uzdevuma iesniedzējai iestādei paziņo, ja viņa to prasa, dienu un vietu, kuŗā izpildīs tiesas uzdevumu, lai ieinteresētā puse varētu būt klāt.

Tiesas uzdevuma izpildīšanu var atraidīt tikai tad:

1⁰ ja dokumenta īstenums nav pierādīts;

2⁰ ja uzdevuma saņēmēja valstī tiesas uzdevumu izpildīšana neietilpst tiesas varas piekritībā;

3⁰ ja pēc tās valsts ieskata, kuŗas territorijā izpildīšanai jānotiek, tā var aizkart viņas suverenitāti vai viņas drošību.

12. pants.

Kad uzdevuma saņēmējas iestādes piekritībā neietilpst tiesas uzdevuma izpildīšana, viņai šis uzdevums jānodod tās pašas valsts piekritīgai tiesu iestādei, saskaņā ar šās valsts likumiem.

13. pants.

Visos gadījumos, kad uzdevuma saņēmēja iestāde nav izpildījusi tiesas uzdevumu, viņai par to tūliņ jāpaziņo lūdzējai iestādei, norādot, 11. pantā paredzētā gadījumā, iemeslus, kuŗu dēļ tiesas uzdevuma izpildīšana noraidīta, bet 12. pantā paredzētā gadījumā — iestādi, kam tiesas uzdevums nodots.

14. pants.

Tiesu iestādei, kas izpilda tiesas uzdevumu, jāpiemēro attiecībā uz izpildīšanas kārtību savas zemes likumi.

Tomēr jāievēro uzdevuma iesniedzējas iestādes lūgums piemērot sevišķu kārtību, ja šī kārtība nerunā pretīm lūguma saņēmējas valsts likumdošanai.

15. pants.

Iepriekšējo pantu noteikumi nav par šķērsli katrai valstij uzdot izpildīt tiesas uzdevumus tieši saviem diplomātiskiem vai konsulāriem pārstāvjiem, ja to pielaiž ieinteresēto valstu starpā noslēgtās konvencijas, vai ja valsts, kuŗas territorijā tiesas uzdevums izpildāms, tam nepretojas.

16. pants.

Sakarā ar tiesas uzdevumu izpildīšanu nevar notikt nekāda veida nodevu vai izdevumu atmaksāšana.

Tomēr, ja nav pretējas vienošanās, uzdevuma izpildītājai valstij ir tiesība prasīt uzdevuma iesniedzējai valstij, lai atmaksā lieciniekiem un lietpratējiem izmaksāto atlīdzību, kā arī izdevumus, kas cēlušies piedaloties kādam izpildu ierēdnim sakarā ar lieciniekiu neierašanos brīvprātīgi, vai arī izdevumus, kas cēlušies sakarā ar vajadzību piemērot 14. panta 2. rindkopu.

III. Tiesu izdevumu un zaudējumu nodrošinājums (Cautio judicatum solvi).

17. pants.

Nekādu nodrošinājumu vai drošības iemaksu, lai to sauktu kā saukdami, nevar uzlikt līdzēju valstu pilsoņiem, kuŗu dzīves vieta atrodas vienā no šīm valstīm un kas uzstājas tiesā citā no šīm valstīm kā prasītāji vai trešās personas, aiz tā iemesla, ka viņi ir ārvalstnieki vai ka viņiem nav iekšzemē dzīves vai uzturēšanās vietas.

Tas pats noteikums piemērojams iemaksai, ko pieprasa no prasītājiem vai trešām personām tiesu izdevumu nodrošināšanai.

Konvencijas, kuŗās līdzējas valstis ir vienojušās par savu pilsoņu atsvabināšanu no tiesu izdevumu un zaudējumu nodrošinājuma, neatkarīgi no nosacījuma par dzīves vietu, paliek spēkā arī turpmāk.

18. pants.

Vienā no līdzējām valstīm taisītos tiesas lēmumus par tiesu izdevumu uzlikšanu prasītājam vai trešai personai, kas atsvabināti no nodrošinājuma vai drošības iemaksas saskaņā ar 17. panta 1. un. 2. rindkopu vai saskaņā ar tās valsts likumiem, kuŗā prasība uzsākta, izpilda bez maksas uz diplomātiskā ceļā iesniegtu pieprasījumu piekritīgā iestāde katrā citā līdzējā valstī.

Tas pats noteikums piemērojams tiesas lēmumiem, kas vēlāk noteic prāvas izdevumu lielumu.

Iepriekšējie noteikumi nav par šķērsli tam, ka divas līdzējas valstis vienojas atļaut ieinteresētai pusei tieši iesniegt lūgumu par tiesas lēmumu izpildīšanu.

19. pants.

Lēmumus par tiesu izdevumiem atzīs par izpildāmiem nenoklausoties puses, bet dodot zaudējušai pusei tiesību iesniegt pārsūdzību saskaņā ar tās valsts likumiem, kur izpildīšana izdarāma.

Piekritīgā iestāde, apspriežot lūgumus par tiesas spriedumu izpildīšanu, tikai pārbauda:

1⁰ vai saskaņā ar tās valsts likumiem, kuŗā lēmums taisīts, lēmuma dokuments satur tā īstenībai vajadzīgos nosacījumus;

2⁰ vai minētais lēmums, saskaņā ar tiem pašiem likumiem, ir stājies likumīgā spēkā;

3⁰ vai lēmuma rezolutīvā daļa ir sastādīta vai nu lēmuma izpildītājas iestādes valodā, vai valodā, par kuŗu vienojušās abas ieinteresētās valstis, jeb vai tam ir pievienots vienā no šīm valodām sastādīts un, ja nav pretējas vienošanās, lūdzējas valsts diplomātiska vai konsulāra pārstāvja vai lūguma saņēmējas valsts zverināta tulka pienācīgi apliecināts tulkojums.

Lai izpildītu 2. rindkopas 1. un 2. punktā paredzētos nosacījumus, pietiek ar lūdzējas valsts piekritīgās iestādes paziņojumu, ka lēmums ir stājies likumīgā spēkā. Ja nav pretējas vienošanās, tad šās iestādes piekritību apliecina lūdzējas valsts visaugstākā tieslietu administrācijas priekšgalā stāvošā amatpersona. Nupat minētais paziņojums un apliecība sastādāmi vai pārtulkojami saskaņā ar 2. rindkopas 3. punkta noteikumu.

IV. Mazturības tiesība.

20. pants.

Katras līdzējas valsts pilsoņi bauda visās citās līdzējas valstis mazturības tiesības, tāpat kā pašu valsts pilsoņi, piemērojoties tās valsts likumiem, kuŗu lūdz piešķirt mazturības tiesību.

21. pants.

Visos gadījumos mazturības apliecība vai paziņojums jāizdod vai jāsaņem ārvalstnieka pastāvīgās dzīves vietas iestādēm vai, ja tādas nebūtu, viņa pašreizējās dzīves vietas iestādēm. Gadījumā, ja šīs pēdējās iestādes nepieder pie kādas līdzējas valsts un nesaņemtu vai neizdotu šāda veida apliecības vai paziņojumus, pietiek ar attiecīgā ārvalstnieka piederības valsts diplomātisko vai konsulāro pārstāvju izdotu vai saņemtu apliecību vai paziņojumu.

Ja lūdzējs nedzīvo tai valstī, kur lūgumu par mazturības tiesību piešķiršanu iesniedz, mazturības apliecību vai paziņojumu apliecina bez maksas tās valsts diplomātiskais vai konsulārais pārstāvis, kuŗā dokuments uzrādāms.

22. pants.

Iestāde, kam piekrīt izdot mazturības apliecības vai saņemt mazturības paziņojumus, var ievākt no citu līdzēju valstu iestādēm ziņas par lūdzēja mantas stāvokli.

Iestāde, kam piekrīt lemt par mazturības tiesību, patur tiesību, savas piekritības robežās, pārbaudīt tai iesniegtās apliecības, paziņojumus un ziņas.

23. pants.

Ja mazturības tiesība piešķirta kādas līdzējas valsts pilsoņim, tad par tiesu aktu izsniegšanu, kuŗi attiecas uz to pašu prāvu un ir izsniedzami citā no šīm valstīm, lūdzējai valstij jāatlīdzina lūguma saņēmējai valstij tikai tie izdevumi, kas cēlušies piemērojot sevišķu kārtību saskaņā ar 3. pantu.

Tajā pašā gadījumā tiesas uzdevuma iesniedzējai valstij jāatlīdzina saņēmējai valstij arī lieciniekiem un lietpratējiem izmaksātā atlīdzība, kā arī izdevumi, kas cēlušies 14. panta 2. rindkopas varbūtējas piemērošanas gadījumā.

V. Personīgā aizturēšana.

24. pants.

Civilās un tirdzniecības lietās personīgo aizturēšanu, vai nu kā izpildu līdzekli, vai kā vienkāršu drošības līdzekli, nevar piemērot ārzemniekiem, kas pieder pie vienas no līdzējām valstīm, tajos gadījumos, kad tā nebūtu piemērojama pašu valsts pilsoņiem. Fakts, kas dod tiesību pašu valsts pilsoņiem, kam dzīves vieta ir iekšzemē, lūgt personīgās aizturēšanas atcelšanu, dod to pašu tiesību arī ikvienas līdzējas valsts pilsonim pat tad, ja šis fakts būtu noticis ārzemēs.

VI. Beigu noteikumi.

25. pants.

Šī konvencija ratificējama un ratifikācijas dokumenti deponējami Hāgā, tiklīdz sešas Augstās Līdzējas puses var to izdarīt.

Par katru ratifikācijas dokumenta deponēšanu sastādāms protokols, kuŗa pienācīgi apliecināts noraksts nododams diplomātiskā ceļā katrai līdzējai valstij.

26. pants.

Šī konvencija piemērojama ipso jure līdzēju valstu Eiropas territorijām.

Ja kāda līdzēja valsts vēlas, lai šī konvencija būtu spēkā arī viņas territorijās, posesijās un kolonijās, kas atrodas ārpus Eiropas, vai viņas konsulārās tiesas iecirkņos, tad tai jāpaziņo savs attiecīgais nodoms ar aktu, kas deponējams Holandes valdības archīvā. Šā akta pienācīgi apliecinātu norakstu Holandes valdība piesūta diplomātiskā ceļā katrai līdzējai valstij. Konvencija stājas spēkā attiecībās starp valstīm, kas šim paziņojumam atbild ar piekritošu deklaraciju, un territorijām posesijām, un kolonijām, kas atrodas ārpus Eiropas un attiecībā uz kuŗām paziņojums izdarīts. Piekritošā deklaracija tāpat deponējama Holandes valdības archīvā, kuŗa nosūtīs tās pienācīgi apliecinātus norakstus diplomātiskā ceļā katrai līdzējai valstij.

27. pants.

Valstis, kuŗu pārstāvji piedalījās Starptautisko privāttiesību ceturtā konferencē, pielaižamas parakstīt šo konvenciju līdz 25. panta 1. rindkopā paredzētai ratifikācijas dokumentu deponēšanai.

Pēc šās deponēšanas tās vienmēr pielaižamas tai pievienoties tieši, bez sevišķu formalitātu ievērošanas. Valsts, kas vēlas pievienoties, paziņo savu nodomu ar aktu, kas deponējams Holandes valdības archīvā. Šā akta pienācīgi apliecinātu norakstu Holandes valdība piesūta diplomātiskā ceļā katrai līdzējai valstij.

28. pants.

Šī konvencija atvieto 1896. g. 14. novembŗa starptautisko privāttiesību konvenciju un 1897. gada 22. maija papildu protokolu.

Tā stājas spēkā sešdesmitā dienā, skaitot no tās dienas, kad visas valstis, kas parakstījušas 1896. gada 14. novembŗa konvenciju vai tai pievienojušās, būs deponējušas šās konvencijas ratifikācijas dokumentus un vēlākais 1909. gada 27. aprīlī.

26. panta 2. rindkopā paredzētā gadījumā konvencija stājas spēkā pēc četriem mēnešiem no piekritošas deklarācijas saņemšanas dienas, bet 27. pantā 2. rindkopā paredzētā gadījumā — sešdesmitā dienā pēc pievienošanās paziņošanas dienas.

26. panta 2. rindkopā paredzētie paziņojumi var notikt tikai pēc tam, kad šī konvencija būs stājusies spēkā saskaņā ar šā panta 2. rindkopu.

29. pants.

Šī konvencija būs spēkā piecus gadus, skaitot no 28. panta 2. rindkopā norādītās spēkā stāšanās dienas.

Tajā pašā dienā šis laiks sāk tecēt arī attiecībā uz valstīm, kas izdara deponēšanu pēc šās dienas vai kas pievienojas vēlāk, un arī attiecībā uz piekrītošām deklarācijām, kas iesniegtas saskaņā ar 26. panta 2. rindkopu.

Ja konvenciju neuzteic, tad tā uzskatāma par klusējot pagarinātu uz ik pieci gadiem.

Uzteikšana jāpaziņo, vismaz sešus mēnešus pirms 2. un 3. rindkopā paredzētā laika notecējuma Holandes valdībai, kas to paziņos visām citām valstīm.

Uzteikšana var attiekties tikai uz territorijām, posesijām vai kolonijām, kas atrodas ārpus Eiropas, vai arī uz konsulāriem tiesas iecirkņiem, kas minēti saskaņā ar 26. panta 2. rindkopu izdarītā paziņojumā.

Uzteikšana ir spēkā tikai attiecībā uz valsti, kas to paziņojusi. Starp pārējām līdzējām valstīm konvencija paliek spēkā.

Šo apliecinot, attiecīgie pilnvarotie parakstīja šo konvenciju un piespieda tai savus zīmogus.

Sastādīts Hāgā, tūkstots deviņi simti piektā gada 17. jūlijā, vienā eksemplārā, kas deponējams Holandes valdības archīvā un kuŗa pienācīgi apliecināts noraksts izsniedzams diplomātiskā ceļā katrai no valstīm, kuŗu pārstāvis piedalījās ceturtā starptautisko privāttiesību konferencē.

Par Vāciju:	(L. S.)	v. SCHLOEZER.
		KRIEGE.
Par Austriju un par Ungariju:	,,	C. A. WYDENBRUCK, Austrijas-Ungarijas ministris.
Par Austriju:	,,	HOLZKNECHT, Nodaļas vaditājs ķeizariski-karaliskā Austrijas Tieslietu ministrijā.
Par Ungariju:	,,	TÖRY, Valstssekretārs karaliskā Ungarijas Tieslietu ministrijā.
Par Beļģiju:	,,	GUILLAUME.
		ALFRED VAN DEN BULCKE.
Par Dāniju:	,,	W. GREVENKOP CASTENSKJOLD.
Par Spāniju:	,,	A. DE BAGUER.
Par Franciju:	,,	MONBEL.
		L. RENAULT.
Par Itāliju:	,,	TUGINI.
Par Luksemburgu:	,,	CTE DE VILLERS.
Par Norveģiju:	,,	F. HAGERUP.
Par Holandi:	,,	W. M. DE WEEDE.
		J. A. LOEFF.
		T. M. C. ASSER.
Par Portugali:	,,	CONDE DE SELIR.
Par Rumāniju:	,,	EDG. MAVROCORDATO.
Par Krieviju:	,,	N. ČARYKOW.
Par Zviedriju:	,,	G. FALKENBERG.
Par Šveici:	,,	CARLIN.

Konvencijas tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. g. 7. marta plēnārsēdē.

J. Breikšs,
Saeimas sekretārs.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu.
1930. g. 11. martā.
Zemkopības ministris V. Gulbis.

Noteikumi par eksportsviesta arbitrāžas komiteju.

1. Arbitrāžas komiteja sastādās: no eksportsviesta kontroles vadītāja, kā komitejas priekšsēdētāja, kuŗa vietā var arī būt vecākais pienotavu revidents; viena sviesta brāķera, kuŗš nav ņēmis dalību pārvērtēšanai pieteiktā sviesta vērtēšanā un viena ieinteresētā sviesta eksportiera pārstāvja, pēc pēdējā izvēles.

2. Arbitrāžas komitejas uzdevums ir noteikt sviesta partijas šķiru tajos gadījumos, kad eksportiers ceļ protestu pret sviesta brāķeru atzīto šķiru. Pārvērtēt var vienīgi to sviestu, kas vēl nav apzīmēts ar kontrolzīmēm.

3. Arbitrāžas komiteju sasauc priekšsēdētājs ne vēlāk kā 24 stundu laikā pēc rakstiska protesta saņemšanas no eksportiera.

4. Arbitrāžas komitejas novērtējums ir galīgs un nav apstrīdams, ja tas nerunā pretim sviesta analizes un, sākot ar 1930. gada 1. jūniju, arī izturības rezultātiem.

5. Gadījumā, ja arbitrāžas komiteja atzinusi brāķeru novērtējumu par pareizu, resp. nav sviesta partiju pārcēlusi citā šķirā, tad eksportieris maksā valstij par labu Ls 10, — no katrreizējā pieteikuma kā pamatmaksu un Ls 2,— no katras, pārvērtēšanai pieteiktās sviesta muciņas.

6. Arbitrāžas komitejas lēcieni sviesta pārvērtēšanu izdara bez atlīdzības.

7. Šie noteikumi stājas spēkā ar publicēšanas dienu „Valdības Vēstnesī". „Noteikumi par eksportsviesta arbitrāžas komiteju" („Valdības Vēstnesī" 1928. g. 86. num.) skaitās atcelti.

Zemkopības departamenta direktors
P. Grāvs.
Eksportsviesta kontroles vadītājs
J. Fridenbergs.

Apstiprinu.
1930. g. 11. martā.
Zemkopības ministris V. Gulbis.

Noteikumi par eksportsviesta novērtēšanu un apzīmēšanu.

1. Sviesta novērtēšanu izdara valsts saldētavā Rīgā, parastā darba laikā.

2. Sviesta pieteikšana novērtēšanai izdarāma līdz pulksten 12 dienā. Novērtēšana izdarāma ne agrāk kā pēc 24 stundām un ne vēlāk kā pēc 3 dienām, skaitot no novērtējamā sviesta ievietošanas laika saldētavā.

3. Pirms novērtēšanas sviests sakārtojams pēc pienotavām un muciņu tekošiem numuriem, kā arī izdarāma sviesta pārsvēršana. Pārsvēršanu izdara valsts saldētava, saziņā ar eksportsviesta kontroli.

4. Sviesta novērtēšanu izdara eksportsviesta kontroles sviesta brāķeri, brāķeru aisistentam vai pienotavu revidentam piepalīdzot. Pēdējiem ir tiesība likt attaisīt kaut kuŗu vai arī visas muciņas no katras partijas.

Piezīme. Pie sviesta novērtēšanas var būt klāt uz eksportiera vēlēšanos viņa sviesta atbildigais rīkotājs resp. pilnvarnieks valsts saldētavā.

5. Brāķeru asistents vai pienotavu revidents nozīmē un seko pareizai sviesta paraugu noņemšanai. No katras muciņas var ņemt paraugu ne lielāku par 75 gramiem. Paraugi nekavējoties nogādājami Zemkopības ministrijas laborātorijā.

6. Sviesta novērtēšana notiek aizklāti, t. i. brāķeriem nezinot pienotavu.

7. Brāķeri novērtē eksportsviesta īpašības: garšu, smaržu, konsistenci, izskatu, vērā ņemot iestampāšanu, muciņu apstrādāšanu un iesaiņošanu pēc 15 punktu sistēmas, nosakot kvalitāti pēc partijā atrastās sliktākā sviesta muciņas. Punktu skaitu ieraksta novērtēšanas protokolos. Protokolus paraksta brāķeri, brāķeru asistents vai pienotavu revidents, kā arī sviesta uzraugs.

8. Uz sviesta kontroles brāķeru novērtējuma resp. arbitrāžas komitejas ekspertizes, laborātorijas atzinuma un izturības datu pamata sviestu iedala trīs šādas šķirās:

a) I šķirā ietilpst sviests, kas pēc brāķeru vērtējuma dabūjis no 11,1 līdz 15,0 punktiem un atbilst citām prasībām, kā arī kuŗa muciņas vai kastes uzrāda normālu svaru;

b) II šķirā ietilpst sviests, kas dabūjis no 9,6 līdz 11,0 punktiem, atbilst citām prasībām un kuŗa muciņas vai kastes uzrāda normālu svaru;

c) III šķirā ietilpst sviests, kas kādu no augšminētām prasībām neizpilda.

Piezīme. Pie šai pantā paredzētās sviesta iedalīšanas šķirās izturības pārbaudē iegūtie dati ņemami vērā tikai sākot no 1930. g. 1. jūnija.

9. Ja kādas pienotavas sviests beidzamā izturības pārbaudē ir pazeminājies labumā, tad 1/3 no zaudētā punktu skaita atvelk kārtējiem I šķiras novērtēšanas punktiem. Ja pirmais vai abi pēdējās reizes izturības vērtējumi ierindojuši sviestu II šķirā, tad no kārtējiem I šķiras novērtēšanas punktiem atvelk 0,5. Ja pirmais vai abi pēdējās reizes izturības vērtējumi ierindojuši sviestu III šķirā, tad no kārtējiem I šķiras punktiem atvelk 1,0.

Piezīme: a) atvilkumus neizdara, ja sviesta labums pie otrreizējas novērtēšanas atrasts ne zemāks par 11,5 punktiem;

b) aprēķinot atvilkumus, simtdaļas noapaļo līdz tuvākai desmitdaļai, pie kam 0,05 skaita par 0,1.

10. I un II šķiras sviestu sviesta kontrole apzīmē ar šo šķiru kontrolzīmēm.

11. Ja pirms sviesta izvešanas uz ārzemēm rodas aizdomas par sviesta šķiras mainīšanos, tad eksportsviesta kontrolei tiesība attiecīgo sviesta partiju pārbaudīt otrreiz.

12. Ja eksportiers nav apmierināts ar brāķeru atzīto sviesta šķiru, tad viņam ir tiesība pieprasīt arbitrāžas komitejas ekspertizi. Tādā gadījumā eksportsviesta kontrole sasauc arbitrāžas komiteju 24 stundu laikā un liek sviestu pārvērtēt. Pie pārvērtēšanas arī arbitrāžas komitejai ir tiesība ņemt sviesta paraugu no katras muciņas, bet ne lielāku par 75 gramiem.

13. Šie noteikumi izdoti uz likuma par eksporta sviesta kontroli un izvešanu uz ārzemēm 11. p. pamata. „Noteikumi par eksportsviesta novērtēšanu, izmeklēšanu, apzīmēšanu un izlaišanu uz ārzemēm" („Vald. Vēstn." 1922. g. 250. num.) un to pašu noteikumu grozījumi un papildinājumi („Vald. Vēstn." 1923. g. 91. num.) skaitās par atceltiem.

Zemkopības departamenta direktors
P. Grāvs.
Eksportsviesta kontroles vadītājs
J. Fridenbergs.

Rīkojums Nr. 47

1930. g. 10. martā.

Ievedmuitas tarifā neminēto preču muitošana, saskaņā ar muit. tar. vispārējo noteikumu 10. pantu*).

1. Preču saraksts:

188. Mašīnas un aparāti, kas neatdalāmi saistīti ar elektromotoriem, muitojami kopā ar elektromotoriem pēc mašīnu vai aparātu likmēm.

2. Šis rīkojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Pamats: muitas tarifu vispārējo noteikumu 10. pants.

Finanču ministris J. Bokalders.
Muitas departamenta direktors
E. Dundurs.

Rīkojums Nr. 48

1930. g. 10. martā.

Līdzekļi un preparāti lauksaimniecības kaitēkļu un nezāļu iznīcināšanai un labības kodināšanai, kas muitojami pēc ievedmuitas tarifa 112. p. 10. p. piezīmes**).

1. Preču saraksts.

16. Uspulen-Universal — Izgatavots no firmas „I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft" Leverkusen am Rhein.

17. Ceresan (U. T. 687) — Izgatavots no firmas „I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft" Leverkusen am Rhein.

2. Šis rīkojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Pamats: ievedmuitas tarifa 112. p. 10. pkta piezīme, lauksaimniecības pārvaldes 1930. g. 25. febr. raksts № 6898 un 1930. g. 5. marta raksts № 8153.

Finanču ministris J. Bokalders.
Muitas departamenta direktors
E. Dundurs.

*) Skat. 1930. g. „Vald. Vēstn." 53. numurā.
**) Skat. 1929. g. „Vald. Vēstn." 270. numurā.

Latvijas bankas nedēļas pārskats

uz 1930. g. 12. martu.

AKTIVĀ.	Lati.	S.
Zelts lējumos un monētās	23 955 078	50
Ārzemju valūta	47 574 134	03
Sudraba nauda	6 497 777	—
Valsts kases zīmes un metala nauda	12 276 537	22
Īsa termiņa vekseļi	92 990 971	59
Aizdevumi pret nodrošinājumiem	54 404 332	90
Citi aktīvi	14 036 017	31
	251 734 848	55

PASIVĀ.	Lati.	S.
Bankas naudas zīmes apgrozībā	47 194 065	—
Pamata kapitāls	17 010 202	77
Rezerves kapitāls	3 662 097	54
Speciālās rezerves	3 500 000	—
Noguldījumi	16 202 318	26
Tekoši rēķini	59 913 647	99
Valsts rēķini un depoziti	94 128 100	—
Citi pasīvi	10 124 416	99
	251 734 848	55

Rīgā, 1930. g. 13. martā.
Padomes priekšsēdētājs J. Celms.
Galvenais direktors K. Vanags.
32169

Rīkojums Nr. 46

1930. g. 10. martā.

Pārgrozījums rīkojumā № 233/29. g. „Ievedmuitas atmaksa par diamonija fosfātu un fosforskābi, kas izlietoti eksportēto sērkociņu skaliņu izgatavošanai" (izsl. 1929. g. „Vald. Vēstn." 203. num.).

Rīkojuma № 233/29 2. p. izteikt šādi:

2. p. Pie vienas muciņas (augst. = 51 cm un ∅ 35—36 cm) impregnēto sērkociņu skaliņu eksporta atmaksājama ievedmuita par diamonija fosfātu pēc ievedm. tar. 98. p. 1. pkt. un fosforskābi pēc iev. tar. 108. p. 10. pkta — kopā par 0,166 kg, pie kam ievedmuitas atmaksai pieņemamas kvītes pēc abiem minētiem tarifa iedalījumiem.

Finanču ministris J. Bokalders.
Muitas departamenta direktors
E. Dundurs.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Meklē mantniekus.

Ārlietu ministrija paziņo, ka Vācijā miruši divi Latvijas pavalstnieki — Arvids Fredis, dzimis 1886. gada 14. janvārī un Grigorijs Purdovs, dzimis 1877. g. jeb 1876. g. 20. janvārī. Piederīgie tiek uzaicināti saņemt nelaiķu atstātās mantas ārlietu ministrijas juriskonsultācijā.

Jelgavas apgabaltiesa,

saskaņā ar savu š. g. 6. marta nolēmumu, meklē Jūliannu-Hermīni Lizetes (Leontines) m. Mazkalniņš, kas apsūdzēta pēc s. l. 519. p. 2. pkt.

Jūliana-Hermine Mazkalniņš dzim. 1912. g. 15. novembri, piederīga Jelgavā, neprecējusies, pēc nodarbošanās strādniece un pēdējā laikā dzīvojusi Jelgavā, Miezītes laukos № 48.

Apgabaltiesa lūdz katru, kam būtu zināma Jūlianas-Hermines Mazkalniņš tagadējā uzturēšanās vieta vai viņas mantība, par to tūliņ paziņot Jelgavas apgabaltiesai.

Jelgavā, 1930. g. 10. martā.

Priekšsēdētāja b. J. Strazds.
Sekretārs A. Štubis.

Latgales apgabaltiesas Ludzas 2. iecirkņa miertiesnesis

pamatodamies uz savu 1930. g. 3. februāŗa lēmumu un saskaņā ar krim. proc. lik. 71. un 841. un turpmākiem pantiem, meklē Olgu Jēkaba m. Vasiļevskis, 35 g. vecu, Ludzas apr. Istras pagasta piederīgu, krievieti, pareizticīgu, aps. pēc sodu lik. 51. un 581. p. 1. d., tuvākas pazīmes caur policiju nav izdevies noskaidrot; 1929. g. sākumā dzīvojusi Nirzas pag. Lurupu ciemā.

Visām iestādēm un personām, kuŗām būtu zināma minētās Vasiļevskis atrašanās vieta, par to nekavējoties jāpaziņo miertiesnesim Ludzā, Kuļņevas ielā № 12 vai arī tuvākai policijas iestādei.

Ludzā, 1930. g. 10. martā. № 15/krim.

Miertiesnesis J. Konrāds.
Sekretārs Ed. Rozens.

Personu saraksts, kuŗu meklēšana izbeigta, № 364.

18253. Babičevs, Pāvils — 30071/29. g. (30. VII 29.)
18254. Bertes, Vilhelms Ernesta dēls. — 31572/30. g. (15. I 30.)
18255. Bekers, Andrējs Alberta dēls. — 8588/23. g. (389/B. 23. VIII.)
18256. Brūzis, Kārlis Kārļa dēls. — 31757/30. g. (12. II 30.)
18257. Bundulis, Voldemārs-Richards Jāņa un Līzes dēls. — 31451/30. g. (31. XII 29.)
18258. Červinskis, Vladislavsa Stanilava dēls. — 17222/25. g. (2. XII 25.)
18259. Dobe, Augusts Simaņa dēls. — 27981/29. g. (25. II 29.)
18260. Ezerlīcis, Gustavs Augusta dēls. — 31310/29. g. (4. XII 29.)
18261. Filipovs, Nikolajs. — 30132/29. g. (8. VIII 29.)
18262. Gudovski, Pavils Nikita dēls. — 9013/24. g. (258/G. 23. VII.)
18263. Gertmans, Pēteris. — 29677/29. g. (10. VI 29.)
18264. Gertmans, Pēteris Jāzepa dēls. — 30930/29. g. (11. X 29.)
18265. Kalniņš, Katrīne Pētera meita. — 26738/28. g. (28. IX 28.)
18266. Kalniņš, Pēteris Jāņa dēls. — 15035/25. g. (391/K. 24. XI.)
18267. Kions, Jānis Jāņa dēls. — 23730/27. g. (27. V 27.)
18268. Kjuts, Miķelis Marka dēls. — 31646/30. g. (21. I 30.)
18269. Kjuts, Miķelis Markusa dēls. — 31722/30. g. (2. II 30.)
18270. Lāme, Jānis Kristapa dēls. — 19207/26. g. (3. III 26.)
18271. Lassmans, Jānis Jāņa dēls. — 17417/26. g. (10. XII 25.)
18272. Ļaugais, Roberts Anša dēls. — 29639/29. g. (31. V 29.)
18273. Lauva, Andžis Miķeļa dēls. — 31042/29. g. (24. X 29.)
18274. Liepa, Žanis Kristapa dēls. — 27180/28. g. (13. XI 28.)
18275. Liepiņš, Pēteris Pētera dēls. — 28311/29. g. (18. IV 29.)
18276. Malads, Jānis-Valdis Jāņa dēls. — 22327/26. g. (10. IX 26.)
18277. Meiris, Jevdokija. — 31782/30. g. (6. II 30.)
18278. Meiris, Jevdokija. — 31777/30. g. (7. II 30.)
18279. Namnieks, Artūrs Hermaņa dēls. — 29643/29. g. (31. V 29.)
18280. Ozoliņš-Ozols, Ernsts Viļa dēls. — 31737/30. g. (3. II 30.)
18281. Plisko, Marija Jāņa meita. — 31556/30. g. (3. I 30.)
18282. Saknītis, Arvīds Miķeļa dēls. — 31787/30. g. (12. II 30.)
18283. Saulītis, Voldis-Alfrēds. — 31788/30. g. (6. II 30.)
18284. Stulgis, Auguste. — 31792/30. g. (12. II 30.)
18285. Zundovskis, Andrējs Ādama dēls. — 16844/25. g. (10. XI 25.)
18286. Šachovs, Maksims Kuzma dēls. — 13169/25. g. (62/Š. 24. VII)
18287. Vadeikis, Zigismunds Jāņa dēls. — 23754/27. g. (27. V 27)
18288. Valenieks, Ādolfs. — 26463/28. g. (31. VIII 28.)

Kriminālās policijas pārvaldes
Priekšnieks G. Tifentāls.
Darbvedis Lakševics.

Tirdzniecība un rūpniecība.

Leipcigas mese.

Berlinē, 13. martā. Leipcigas šī gada lielā pavasaŗa mese vakar slēgta. Tai piedalījās pavisam 9570 firmas, to starpā 1250 no 25 ārvalstīm. Mesi apmeklējuši 180.000 cilvēku, to starpā 32.000 ārzemnieku. LTA.

Literātūra.

Aizsargs. Militāri-zinātnisks un literāriski-sabiedrisks mēnešraksts. № 2. Februāris. 1930.

KURSI.

Rīgas biržā, 1930. gada 14. martā.

Devīzes

1	Amerikas dollars	5,174—5,184
1	Anglijas mārciņa	25,175—25,225
100	Francijas franku	20,23—20,38
100	Beļģijas belgu	71,95—72,50
100	Šveices franku	99,95—100,70
100	Italijas liru	27,07—27,28
100	Zviedrijas kronu	138,80—139,50
100	Norvēģijas kronu	138,35—139,05
100	Dānijas kronu	138,40—139,10
100	Austrijas šiliņu	72,65—73,35
100	Čechoslovakijas kronu	15,31—15,46
100	Holandes guldeņu	207,35—208,40
100	Vācijas marku	123,30—123,95
100	Somijas marku	12,96—13,08
100	Igaunijas kronu	137,75—138,45
100	Polijas zlotu	57,55—58,75
100	Lietavas litu	51,40—52,10

Dārgmetali:

Zelts 1 kg	3425—3445
Sudrabs 1 kg	65—73

Vērtspapīri:

5% neatkarības aizņēmums	98—100
4% Valsts prēm. aizņēmums	98—100
6% Zemes bankas ķīlu zīmes	92—93
8% Hipotēku bankas ķīlu zīmes	96—97

Rīgas biržas kotācijas kommisijas
priekšsēdētājs J. Skujevics.
Zvērināts biržas maklers M. Okmians.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 8 lapas puses.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civ. lik. kop. 36 p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Izraēls Hermaņa d. Feitelsons un Blūma Levika m. Feitelsons, dz/m. Viktorovs, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra K. Sumberga, 1930. g. 10. februārī reģ. № 17, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceluši vietējo Civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1930. g. 4. martā.

L. № 3696. 30848b

Priekšsēd. v. A. Veidners.
Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, atklātā tiesas sēdē 1930. g. 25. febr. izklausījusi lietu par Dāvida-Izaka Mendeļa d. Jakobsona atzīšanu par maksātnespējīgu parādnieku, par ko iespiests sludinājums „Valdības Vēstneša" 1926. g. 29. novembra 269. nmm., nolēma: pārgrozot tiesas 1929. g. 29. oktobra lēmumu, izbeigt maksātnespējīgā parādnieka tirdzniecībā Izaka Jakobsona tirg. zem firmas „Beltingeļas" maksātnespējas lietu viņa kreditoru atteikšanās dēļ no savām prasībām.

Rīgā, 1930. g. 4. martā.

L. № 73-I g./29. 30849b

Priekšsēd. v. A. Veidners.
Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. proc. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1904. g. 22. martā Rīgā mir. Georga-Jāņa Jāņa d. Strazdiņa ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem un t. t. pieteikt šīs tiesības minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas.

Rīgā, 1930. g. 5. martā.

L. № 3682. 31105b

Priekšsēd. v. A. Veidners.
Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. proc. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1914. g. 16. augustā Pabažu pag. „Inčos" mirušā Jāņa M.ķeļa d. Reisona ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to tiesības kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem un t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas. L. № 3680

Rīgā, 1930. g. 10. martā.

Priekšsēd. v. A. Veidners.
31881 Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas registr.nodaļa uz Civ. proc. lik. 1460[7]. p. pamata paziņo, ka ar viņas šā gada 26. februāra lēmumu reģistrēta kooperātīva sabiedrība ar nosaukumu: Taurenes-Lodes piensaimnieku sabiedrība „Klints", ar valdes sēdekli Taurenes pag. 30671z Nodaļas pārz. Eglīts.

Sekretārs Fridrichsons.

Rīgas apgabaltiesas reģistr. nodaļa uz Civ. proc. lik. 1460[7]. p. pamata paziņo, ka ar viņas šā gada 26. februāra lēmumu reģistrēta kooperātīva sabiedrība ar nosaukumu: „Ķekavas kūdras ražošanas sabiedrība", ar valdes sēdekli Doles pagastā. 30672z

Nodaļas pārzinis Eglīts.
Sekretārs Fridrichsons.

Rīgas apgabaltiesas reģistr. nodaļa uz Civ. proc. lik. 1460[7]. p. pamata paziņo, ka ar viņas šā gada 26. februāra lēmumu reģistrēta kooperātīva sabiedrība ar nosaukumu: „Sēļu-Košķeles savstarpējā ugunsapdrošināšanas biedrība", ar valdes sēdekli Sēļu pagastā. 30673z

Nodaļas pārzinis Eglīts.
Sekretārs Fridrichsons.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatodamās uz sava šā gada 20. febr. nolēmuma, dara zināmu vispārībai, ka parāds pēc obligāc. 1000 kr. c. rbļ. apmērā, korrob. 1912. g. 7. maijā, № 639, uz Tukuma apr. Ozolmuižas „Spalle-Ozoļi" mājām ar zemes grāmatu № 4012 atzīts par samaksātu un lūdzējam Kārlim Buividam dota tiesība prasīt attiecīgas hipotēkas dzēšanu zemes grām.

Jelgavā, 1930. g. 4. martā.

L. № 679/30. 30860b

Priekšsēd. v. P. Stērste.
Sekretārs Mittelhofs.

Rīgas apgabaltiesas reģistr. nodaļa paziņo, ka ar viņas šī gada 26. februāra lēmumu reģistrēti „Mazsalacas un apkārtnes savstarpējās ugunsapdrošināšanas biedrības" biedru pilnā sapulcē 1929. g. 28. decembrī pieņemtie statūtu grozījumi. 30674z

Nodaļas pārzinis Eglīts.
Sekretārs Fridrichsons.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatodamās uz sava šā gada 20 febr. nolēmuma, dara zināmu vispārībai, ka parāds pēc obligācijas 1000 kr. c. rbļ. apmērā, korrob. 1911. g. 15. janvārī ar № 129 uz Jelgavas apr. Bramberges muižas „Maz-Begu" mājām ar zemes grām. № 4173 atzīts par samaksātu un lūdzējam Kristapam Cinim dota tiesība prasīt attiecīgas hipotēkas dzēšanu zemes grāmatās.

Jelgavā, 1930. g. 4. martā.

L. № 676 30856b

Priekšsēd. v. P. Stērste.
Sekretārs Mittelhofs.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatodamās uz sava šā gada 20. febr. nolēmuma, dara zināmu vispārībai, ka parāds pēc obligācijas par 1000 kr. c. rbļ., korrob. 1912. g. 26. novembrī № 3040, uz Bauskas apriņķa Nēzeres muižas „Jaunzemju" mājām ar zemes grām. № 2904 atzīts par samaksātu un lūdzējam Artūram Mājoram dota tiesība prasīt attoecīgas hipotēkas dzēšanu zemes grāmatās.

Jelgavā, 1930. g. 4. martā.

L. № 677/30. 30857b

Priekšsēd. v. P. Stērste.
Sekretārs Mittelhofs.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatodamās uz sava šā gada 20. febr. nolēmuma, dara zināmu vispārībai, ka parāds pēc obligācijas 1500 kr. c. rbļ. apmērā, korrob. 1910. g. 15. martā, № 424, uz Tukuma apr. Ozolmuižas Kalpu zemes gab. № LIV un LIII mājām ar zemes grām. № 2913 un 3546 atzīts par samaksātu un lūdzējam Krišam Robertam Pavāram dota tiesība prasīt attiecīgas hipotēkas dzēšanu zemes grāmatās.

Jelgavā, 1930. g. 4. martā.

L. № 614/30. 30858b

Priekšsēd. v. P. Stērste.
Sekretārs Mittelhofs.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatodamās uz sava šā gada 20. febr. nolēmuma, dara zināmu vispārībai, ka pārads pēc obligācijas 15000 kr. cara rbļ. apmērā korrob. 1911. g. 26. apr. № 1410, uz Jelgavas apr. Bērzmuižas „Liel-Zariņu" mājām ar zemes grām. № 3566 atzīts par samaksātu un lūdzējamAndrējam Jostam dota tiesība prasīt attiecīgas hipotēkas dzēšanu zemes grāmatās.

Jelgavā, 1930. g. 4. martā.

L. № 678/30. g. 30859b

Priekšsēd. v. P. Stērste.
Sekretārs Mittelhofs.

Jelgavas apgabaltiesa, pamatodamās uz sava šā gada 20. febr. nolēmuma, dara zināmu vispārībai, ka parāds pēc obligācijām 900 un 2000 kr. c. rbļ. apmērā, korrob. 1902. g. 8. febr. № 152, uz Bauskas apr. Švifenes pag. „Meža vilku" mājām ar zemes grām. № 1394 atzīts par samaksātu un lūdzējam Kristapam Mežavilkam dota tiesība prasīt attiecīgas hipotēkas dzēšanu zemes grāmatās.

Jelgavā, 1930. g. 4. martā.

LI № 680/30. 30861b

Priekšsēd. v. P. Stērste.
Sekretārs Mittelhofs.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar savu š. g. 9. janvāra lēmumu uzaicina 1929. gada 25. okt. mirušā Kārļa Antīzes d. Baršuka mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomisārus un visas citas personas, kam ir kādas tiesības un prasības uz atstāto mantojumu, vai kuras vēlētos apstrīdēt viņa testamentu, pieteikt tādas tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā termiņā, atzīs par zaudētām uz visiem laikiem un testamentu pasludinās par likumīgā spēkā stājušos.

Liepājā, 1930. g. 5. martā.

31556 № 572m/30.

Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.
Sekretārs A. Jansons.

Ar Rīgas apr. 3. iec. miertiesn. 1929. g. 31. jūlija spriedumu Voldemārs Pauliņš Plaviņu pilsētā par netīrību savā augļūdens izgatavošanas telpās pēc Sodu lik. 209. p. sodīts ar tiesas pavēli ar Ls 20,— vai piecām dienām aresta. Tiesas pavēle stājusies likumīgā spēkā, sods izpildīts.

1930. g. 28. februārī. № 793

32061z Miertiesnesis (paraksts).

Rīgas pilsētas 4. iec. miertiesn. uz Civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309. un 311. p. pamata un Annas Koļesniks līguma viņas prasības lietā ar Jēkabu Krūze, kura dzīves vieta prasītājai nav zināma, uzaicina Jēkabu Krūzi ierasties tiesā 4 mēnšu laikā no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī".

Ja atbildētājs Jēkabs Krūze minētā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmugurīski. 30871z

Miertiesnesis Pavlovskis.

Rīgas pilsētas 9. iec. miertiesn., uz Civ. proc. lik. 1460[32]. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz obligāciju par 20000 rbļ. ar 6% gadā, maksājamiem pēc katra pusgada notecēšanas, apstiprinātu 1911. g. 25. novembrī ar № 4192 uz nekustamu īpašumu Rīgas pilsētā, IV hipotēku iecirknī ar zemes grāmatu reģistra № 1045 un izdotu no Alberta Alberta dēla Volfšmidta Rīgas pilsētas Diskonto bankai par labu, pietiekties tiesā četru mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī", no Valsts zemes bankas tiesas depozītā iemaksātā obligācijas parāda ar 6% — Ls 426,67 saņemšanai, pretējā gadījumā obligāciju atzīs par samaksātu un lūdzējai dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā.

30872z P. miertiesn. (paraksts).

Rīgas pils. 9. iec. miertiesnesis, uz Civ. proc. lik. 1460[32]. p. pamata, uzaicina Emīlu - Jēkabu Rudzīti, vai tā likumīgus mantniekus resp. tiesību ņēmējus ierasties tiesā saņemt no Kristīnes Rudzīt miertiesneša depozītā iemaksātos Ls 20, kas tam novēlēti legāta veidā ar mir. Jēkaba Rudziša testāmentu.

30873b P. miertiesn. (paraksts).

Cēsu apr. 1. iec. miertiesnesis, uz Civ. proc. lik. 2011., 2014. un 2019 p. pamata paziņo, ka pēc 1928. g. 8. decembrī Cēsīs, Rīgas ielā № 38 mirušā Jēkaba Kārļa d. Krēsliņa ir atklāts mantojums un uzaicina visus, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to kādas tiesības kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētam miertiesnesim sešu mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī".

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas. 30684z

Cēsīs, 1930. g. 3. martā.

Miertiesnesis J. Puchalskijs.

Preiļu iec. miertiesnesis, pamatodamies uz Civ. proc. lik. 1401.p. un Civ. lik. 10. sēj. 1239. p. uzaicina 1928. g. 21. novembrī mirušā Staņislava Jezupa d. Lurina mantniekus pieteikt savas mantojuma tiesības uz nel. atstāto Preiļu pag. Lielo Orišu s. kustamu un nekustamu īpašumu augšminētam miertiesnesim sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstnesī". Lieta № 365

Preiļos, 1930. g. 3. martā.

31592z Miertiesnesis J. Berķis.

Preiļu iec. miertiesnesis, pamatodamies uz Civ. proc. lik. 1401. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1239. p. uzaicina 1918. g. 10. novembrī mirušā Antona Jezupa d. Pundura mantniekus pieteikt savas mantojuma tiesības uz nel. atstāto Preiļu pag. Gribunanu s. kustamu un nekustamu īpašumu augšminētam miertiesnesim sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstnesī".

1930. g. 3. martā.

Lieta № 366 31593

Miertiesnesis J. Berķis.

Preiļu iec. miertiesnesis Preiļos, pamatodamies uz Civ. proc. lik. 1401. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1239. p. uzaicina 1930. g. 30.janvārī mirušā Pētera Staņislava d. Vaivoda mantniekus pieteikt savas mantojuma tiesības uz nel. atstāto Preiļu pag. Krivosolas viens. kustamu un nekustamu īpašumu augšminētam miertiesnesim sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešaas dienas „Valdības Vēstnesī".

1930. g. 3. martā. № 367

31594z Miertiesnesis J. Berķis.

Ventspils apr. 2. iec. miertiesn. uzaicina 1923. g. 6. janvārī mir. Jāņa Miķeļa d. Seska mantniekus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības uz atstāto mantojumu, pieteikt tās miertiesnesim sešu mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī".

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots miertiesnesim laikā, tiks atzītas par zaudētām. 30649

Ventspilī, 1930. g. 3. martā.

Miertiesnesis A. Cīrulis.

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iec. miertiesnesis, saskaņā ar savu 1930. g. 28. februāra lēmumu un pamatodamies uz Civ. proc. lik. 1401. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1239. p. paziņo, ka pēc 1929. g. 10. janvārī mirušā Antona Andrieva d. Uļbika (arī Buļbika) ir palicis mantojums, kurš atrodas Ludzas apr. Kārsavas pag. Ugulevas sādžā un sastāv no nekustama īpašuma, kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, kādas tiesības, pieteikt tās augšminētam miertiesnesim sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī". 31083z № 265/30.

Kārsavā, 1930. g. 3. martā.

Miertiesnesis J. Lietavietis.

Kalētu pagasta tiesa, pamatojoties uz sava 1930. gada 4. marta lēmuma, izsludina att. zināšanai, ka Kalētu pagasta „Gobas" mājās dzīvojošais laulāts pāris Ģirts un Katrīna Sprūds vēlas pieņemt bērna vietā — adoptēt Frici Lapiņa d. Sprūdu, dzimušu 1910. g.2.dec., piešķirot adoptējamam visas likumīga bērna tiesības.

Personām, kam būtu pret šo adopciju kādi iebildumi, tie jāpieteic šai pagasta tiesai 6 mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas „Valdības Vēstnesī" 3. reizi.

Pēc minētā termiņa notecēšanas nekādi iebildumi netiks ievēroti un adopcija tiks no pagasta tiesas apstiprināta.

2 30900z Pagasta tiesa.

Sventes pagasta tiesa, pamatodamās uz pagasttiesu likuma 108. un 109. p. un savu š. g. 6. marta nolēmumu, dara zināmu, ka laulāts pāris Pēteris un Tekla Baloži, dzīv. Sventes pag. „Pērļu" mājās, adoptē 1912. gada 27. janvārī dzimušo Franci Kampanu arī Raine, piešķirot viņam sava miesīga bērna tiesības un uzvārdu „Balodis".

Iebilduni pret šo adopciju iesūtāmi Sventes pagasta tiesai sešu mēnešu laikā no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī".

Pēc termiņa iesūtītie iebildumi netiks ievēroti un adopcija tiks apstiprināta. 31955z

1930. g. 6. martā.

Pagasta tiesa.

Rīgas apgabaltiesas 2. iecirkņa tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 20. martā,** plkst. 1/2 12 dienā, Rīgā, Valdemāra ielā № 34, dz. 6, plkst. 12, Alberta ielā № 4, dz. 1, plkst. 1/2 1, Raiņa bulv. № 4, dz. 4, plkst. 1, Aspazijas bulv. № 4, dz. 6, pārdos Eižena **Burcharda** kustamu mantu, sastāvošu no mēbelēm un novērtētu par Ls 982.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 27. februārī.

32156x Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 21. martā,** plkst. 10 dienā, Rīgā, Lāčplēša ielā № 76, pārdos a/s. „Rīgas tūku fabrika" kustamu mantu, sastāvošu no dzelzs naudas skapja novērtētu par Ls 750.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 10. martā.

32157 Tiesu izp. J. Kazubierns.

Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 21. martā,** plkst. 10 dienā, Rīgā, Stabu ielā № 46/48, pārdos Jāņa **Lukāsa** kustamu mantu sastāvošu no mēbelēm u. c. un novērtētu par Ls 514.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 28. februārī.

Tiesu izpild. J. Kazubierns.

Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 24. martā,** plkst. 10 dienā, Rīgā, Avotu ielā № 31, veik., pārdos Ieika **Germaņa** kustamu mantu sastāvošu no 3 veikala letēm un plauktiem, novērtētu par Ls 540.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 28. februārī.

Tiesu izpild. J. Kazubierns.

Rīgas apgabaltiesas 4. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja atrodas Rīgā, Merķeļa ielā № 7, dz. 8, paziņo, ka **1930. g. 24. martā,** pulkst. 10 dienā, Rīgā, Slokas ielā № 12, dz. 3, pārdos Jāņa **Lūša** kustamu mantu, sastāvošu no velosipeda un panēla dīvāna un novērtētu par Ls 250,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 11. martā.

32118 L. № 954

Tiesu izpild. V. Požariskis.

Rīga apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 20. martā,** plkst. 10 dienā, Rīgā, Kr. Barona ielā № 3, veik., a.s-bas „Heymann, Welter un Co" lietās pārdos Ābrama **Šeera** kustamu mantu, sastāvošu no manufaktūras un novērtētu par Ls 3000.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 1. martā.

32160x Tiesu izp. J. Zirģels.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 20. martā,** plkst. 10 dienā, Rīgā, Kr. Barona ielā № 3, veik. f-mas „Honeger un Co" lietās pārdos Ābrama **Šeera** kustamu mantu, sastāvošu no manufaktūras un novērtētu par Ls 1500.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 8. martā.

32161x Tiesu izp. J. Zirģels.

Rīgas apgabaltiesas 7. iec. tiesu izpildītājs pazino, ka 1930. g. 20. martā pulksten 10 dienā, Rīgā, Tirgoņu ielā № 3 (Maklen kantorī) II ūtrupē pārdos Jāņa **Avotiņa kustamu mantu. sastāvošu no obligācijas uz nek. īpašumu** atrod. Kokneses pag. ar nosaukumu „Ozoliņu № 34F" mājas, **novērtētu par Ls 2000,—.**

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 11. martā.

32119 Tiesu izp. L. Jakstiņš.

Rīgas apgabaltiesas 7. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 20. martā,** plkst. 10 dienā, Rīgā, l. Jaunā ielā № 10, pārdos Otto **Šefflera** kustamu mantu, sastāvošu no gaļas kapājamās mašīnas, novērtētu par Ls 4500.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 11. martā.

32120 Tiesu izp. L. Jakstiņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja atrodas Rīgā, Dzirnavu ielā № 37, dz. 2, paziņo:

1) ka Valsts zemes bankas pras. pret Jāni Ramatu par Ls 302,22 ar % un izdev., **1930. g. 15. maijā,** plkst. 10 rītā. Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Jāņa **Ramata** nekustamu īpašumu, kas atrodas Rīgas apr. Allažu pag., ar zemes grāmatu reģ. № 2114 un sastāv no Maltu mājām, aptverošām 53,40 deset.;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 5.000,—;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 4.500;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas; un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rīgā, 1930. g. 5. martā.

32121z Tiesu izp. E. Liepiņš.

Rīgas apgabaltiesas Valkas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka noliktā 1930. g. 15. maijā Rīgas apgabaltiesas sēžu zālē Marijas **Magazin** nekustamā īpašuma — „Januš-Fric-Magazin № 47" mājas **pārdošana ir atcelta.**

1930. g. 11. martā. 32068z

Tiesu izpildītājs V. Vilkus.

Latgales apgabaltiesas Ilūkstes apriņķa tiesu izpildītājs, kura kanceleja atrodas Grīvā, Rīgas ielā № 240-a, paziņo

1) ka Ilūkstes apr. krāj-aizdevu sabiedr. „Kopkase" Ls 15.540,40 ar % prasības apmierināšanai **1930. g. 17. maijā,** plkst. 10, Daugavpilī, Latgales apgabaltiesas sēžu zālē publiskā izsolē pārdos Eduarda **Brežinska** nekustamu mantu, kas atrodas Ilūkstes apriņķī, Sventes pag. un sastāv no Arones muižas „Litovski № 19" mājām, ar hip. № 1377;

2) ka īpašums pārdošanai izsolē novērtēts par Ls 7000,—;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 5000,—;

4) ka personām, kas vēlas pie izsoles dalību ņemt, jāiemaksā drošības nauda — desmitā daļa no apvērtēšanas summas un jāstāda pr.ekšā apliecība par to, ka no tieslietu miniatrijas puses nav šķēršļu minētām personām iegūt nekustamo mantu;

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Jēkabpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā, Daugavpilī.

32069 Tiesu izp. G. Biernis.

Latgales apgabaltiesas Ilūkstes apriņķa tiesu izpildītājs, kura kanceleja atrodas Grīvā, Rīgas ielā № 240, paziņo:

1) ka Tirgotāju un Namīpašnieku kreditsabiedrības un citu kreditoru prasību apmierināšanai **1930. g. 17. maijā,** plkst. 10, Daugavpilī, Latgales apgabaltiesas sēžu zālē publiskā izsolē pārdos Žaņa **Narka,** nekustamu mantu, kas atrodas Ilūkstes apriņķī, Laucesas pagastā un sastāv no Kalkūnes-Berkenhegen muižas zemes gabala „Ābeļi № 50F un 50 Fa, ar hip. № 4056.

2) ka īpašums pārdošanai izsolē novērtēts par Ls 1000,—;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipot. parādiem par Ls 3596,—;

4) ka personām, kas vēlas izsolē dalību ņemt, jāiemaksā drošības nauda — desmitā daļa no apvērtēšanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Jēkabpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā, Daugavpilī.

32070 Tiesu izp. G. Biernis.

Latgales apgabaltiesas Ilūkstes apriņķa tiesu izpildītājs, kura kanceleja atrodas Grīvā, Rīgas ielā № 240-a, paziņo:

1) ka Jāņa Čuriškas Ls 991,41 ar % prasības apmierināšanai **1930. g. 17. maijā,** pulkst. 10, Daugavpilī, Latgales apgabaltiesas sēžu zālē publiskā izsolē pārdos Pētera Indriķa d. **Osīša** nekustamu mantu, kas atrodas Ilūkstes apriņķī, Prodes pagastā un sastāv no Lovides muižas „Akmanišku" mājām, ar hip. № 2005;

2) ka īpašums pārdošanai izsolē novērtēts par Ls 4000;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls —;

4) ka personām, kas vēlas izsolē dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas par Ls —;

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Jēkabpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā, Daugavpilī.

32071 Tiesu izp. G. Biernis.

Citu iestāžu sludinājumi.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu pedzinējs paziņo, ka **1930. g. 17. martā,** plkst.12 dienā, Rīgā, Ģertrūdes ielā № 54, dz. 9, pārdos vairāksolīšanā Šmuela **Blumenaua** kustamu mantu, novērtētu par Ls 288,06 un sastāvošu no mēbelēm viņa 1928. g. ienākuma nodokļa parāda segšanai.

Rīgā, 1930. g. 13. martā.

32172 Piedzinējs J. Merksons.

Iekšlietu ministrijas pasu nodaļa izsludina par ned. nozaudēto Annas Švolmanis ārzemju pasi № 1126, izd. Nujorkā, 1929. g. 25. martā. 32153z

Daugavpils muita

paziņo, ka saskaņā ar muit. lik. 496., 633. piez. un 561., 582. p. šīs muitas noliktavās Daugavpilī, Muitas ielā № 3, **1930. g. 3. aprilī,** pulksten **10, pārdos atklātā izsolē** no īpašniekiem neizpirktas preces, kuras apskatāmas izsoles dienā.

№№ pēc kārtas	Preču pārbaudīšanas dokumentu №№ un preču īpašnieks	Preču nosaukums	Vietu skaits	Svars kg	Nodokļu kopsumma un taksācija Ls
1.	p. kv. № 32704, J. Majotis	1) Vīriešu drēbes vilnas	1 paka	3,95	
		2) Sieviešu „ „	—	3,—	
		3) Sieviešu drēbes vilnas un kokvilnas	—	0,350	20,—
		4) Apģērba gabali zīda	—	0,700	
		5) Tila mežģines	—	0,130	
2.	p. kv. № 32923, J. Munic	1) Vīriešu virsdrēbes vilnas	1 paka	3,—	
		2) Zīda apģērba gabali	—	0,500	
		3) Sieviešu mēteļi izdarināti	—	1,—	15,—
		4) Sievišu svārki vilnas	—	0,500	
		5) Adīti ražojumi no vilnas	—	1,—	
3.	p. kv. № 32926, J. Munic	1) Vīriešu virsdrēbes vilnas	1 paka	2,—	
		2) Sieviešu virsdrēbes vilnas	—	1,—	
		3) Sieviešu svārki vilnas	—	0,500	10,—
		4) Zīda apģērba gabali	—	0,300	
		5) Adīti apģērba gabali	—	0,500	
4.	p. kv. № 32701, S. Šteinmans	1) Adīti kokvilnas izstrādāj.	1 paka	2,470	
		2) Vīriešu apģērbi kokvilnas	—	1,—	
		3) Veļa kokvilnas	—	3,100	10,—
		4) Veļa kokvilnas	—	2,750	
		5) Zīda apģērba gabali	—	0,430	
5.	p. kv. № 32896, Š. Kurs	1) Vīriešu virsdrēbes vilnas	1 paka	5,500	20,—
		2) Zābaki ādas	—	2,—	
6.	p. kv. № 32317, Z. Leibovič	1) Vīriešu virsdrēbes vilnas	1 paka	1,450	
		2) Veļa kokvilnas	—	1,900	
		3) Kokvilnas adīti ražojumi	—	1,700	15,—
		4) Sieviešu apģērba gabali	—	1,—	
		5) Apavi ādas	—	0,770	
		6) Sieviešu drēbes vilnas	—	0,990	
		7) Gumijas galošas	—	0,810	
7.	Rap. 931, Jakulovskaja	Kokvilnas diedziņi šķeterēti	1 vieta	0,80	10
8.	„ 981, R. Ginsburg	Kviešu milti	1 paka	4,880	9,28
9.	„ 979, J. Vofsi	„ „	1 „	4,870	9,28
10.	„ 984, M. Rapaports	Kakao un milti	1 paka	4,800	9,28
11.	„ 980, Ch. Rivkins	Kviešu milti un govju sviests	1 „	4,850	8,64
12.	„ H. Kleinšteins	Milti un cukurs	1 „	4,93	5,76
13.	„ 985, E. Svirdlovs	Milti kviešu	1 „	4,85	9,28
14.	„ 982, E. Svirdlovs	„ „	1 „	4,95	9,44
15.	„ 1090. S. Taganovs	„ „	1 „	4,95	9,34
16.	p. kv. № 33613, E. Kur	1) Vīriešu vilnas apģērbi	1 „	5,200	
		2) Sieviešu kokvilnas veļa	—	1,300	
		3) Apģērba gabali zīda	—	1,300	287,29
		4) Adīti vilnas izstrādājumi	—	0,330	
		5) Ādas apavi	—	0,770	
17.	Piet. 1043, M. Magaršak	Kokvilnas audums ar vilnas piejaukumu	1 vieta	1,130	16,75
18.	„ 1028, A. Macikevičs	Kokvilnas audums	1 „	0,920	5,27
19.	„ 1332, E. Vittin	Augļu vīns 4 pudele	1 vieta	1,360	10,18
20.	„ 752, L. Maisels	Kokvilnas audums	1 „	1,700	10,01
21.	„ 753, Kuvarkij	Liķiers viena pudele	1 „	2,—	45,09
22.	„ 1987. s./f. J. B. Levitas	Kinofilmas visādas	3 kast.	156,100	2451,98
23.	„ 567 s/k. A. Levins	Apiņi	3 kīpas	148,—	318,74
24.	„ 1704 s/k. A. Levins	„	8 „	388,700	837,80

Daugavpilī, 1930. g. 12. martā. № T. 4.

Muitas priekšnieks J. Puriņš.
Darbvedis Nikitins.

32075v

Mežu departaments

paziņo, ka 1930. g. 18. marta izsoles sludinājumā (iespiests „Valdības Vēstn." 1930. g. 53. numurā)

ieviesušās kļūdas:

Rembates virsmežniecībā kļūdaini iespiestas vienības №№ 6, 8 un 9, jābūt: Vērt. Ls

Vien. 6 pie Lielvārdes stac.	76,57 m³ (593 g.)	bērza kluči un baļķi	4200,—
	48,80 „ (571 g.)	melnalkšņa kluči	
Vien. 8 pie Jumpravas stac.	103,87 „ (1056 g.)	bērza kluči un baļķi	4600,—
	39,61 „ (535 g.)	melnalkšņa kluči	
Vien. 9 turpat	92,19 „ (739 g.)	apses kluči	3700,—

Viļakas virsmežniecības vien. № 3 iespiests:
. . . . . 61 gab. apses kluči
jābūt: . . . . . 61 gab. ozola kluči.
Vien. № 10 iespiests:
. . . . . 317,75 m³ apses kluči
jābūt: . . . . . 320,61 m³ apses kluči.
Vien. № 12 iespiests:
. . . . . 1365 gab. apses kluči
jābūt: . . . . . 1465 gab. apses kluči.

Dundagas virsmežniecības vien. № 2 iespiests:
. . . . . (apm. 20% kl. oša 2,44 m g.)
jābūt: . . . . . (apm. 20% kl. 2,44 m g.).

Benkavas virsmežniecības vien. № 2 iespiests:
. . . . . 34,49 m³ (365 g.) bērza kluči
jābūt: . . . . . 34,85 m³ (371 g.) bērza kluči.

Saukas virsmežniecības vien. № 2 iespiests:
. . . . . 3,70 m³ (160 g.) egles baļķi
jābūt: . . . . . 66,78 m³ (160 g.) egles baļķi.

Kļūdaini iespiesta Rīgas vien. № 117.
jābūt:
Vien. 117 Krasta stac. lauk. 93 156,20 m³ (1154 g.) apses kluči
Preču lauk. 75 13,59 m³ (114) g.) apses kluči } 7000,—

Raiskuma mācības virsmežniecība

pārdos mutvārdu izsolē 1930. g. 28. martā, plkst. 12, virsmežniecības kancelejā, Raiskuma muižā,

saimnieciskā kārtā sagatavotus materiālus

		Ls
Vien. № 1 Lielstraupes nov., Baltiņu № 3 apg. kvart. № 77	88,93 steri mizotas pāršmalkas	800,—
	15,34 steri mizotas stutmalkas	
Vien. № 2. Turpat	108,58 steri dedzin. malkas	270,—

Izsolē pielaidīs personas, kas iemaksās izsoles kommisijai 10% drošības naudas no novērtējuma summas, kura pēc nosolīšanas jāpapildina līdz 10% no nosolītās summas.

Kā drošības naudu pieņems arī: 1) Latvijas valsts iekšējo aizņēmumu obligācijas par viņu nominālvērtību; 2) Latvijas hipotēku bankas ķīlu zīmes un Valsts zemes bankas 6% ķīlu zīmes par viņu nominālvērtību; 3) Latvijas bankas vai viņas pārgarantētas privātu banku garantijas.

Izsolē izsludinātos materiālus virsmežniecība pārdod vienībām, bet ne vairumā un tie pircējam jāpieņem tādā stāvoklī, kādā uz vietas atrodas, bez pārmērīšanas un šķirošanas.

Virsmežniecība patur sev tiesību pārdošanai izsludinātās izsoles vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas virsmežniecībā, Raiskuma muiža, c. Cēsīm.

32073 **Raiskuma mācības virsmežniecība.**

Rīgas kara apr. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto Jāņa Lācara, dzim. 1897. g. karaklausības apl. № 49704, izd. no Rīgas kara apr. pārvaldes 1927. g. 18. augustā. 32126z

Rīgas kara apr. priekšnieks izsludina par ned. nozaudēto Konstantina Jāņa d. Kims, dzim. 1893. g., apliecību № 26674, izd. no Rīgas kara apr. pārvaldes 1924. g. 22. maijā. 32127z

Kaunatas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto kara klausības apliecību № 7872, izd. no Rēzeknes kara apr. priekšn. 1927. g. 2. maijā ar zemessarga Jēkaba Reintaļa vārdu. 30069o

Valsts zemes banka,

atrod. Rīgā, Valdemāra ielā 1-b, pamatojoties uz likumu par aizdevumu nodrošināšanu, ieķīlājot tiesības uz lauku nekustamu mantu (Lik. krāj. 1925. g. 111 un 1926. g. 35), paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedzīšanai:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas telpās, Rēzeknē, Atbrīvošanas alejā № 10, **1930. g. 28. aprilī,** plkst. 10 dienā, pārdos atklātā vairāksolīšanā tiesību uz saimniecību ar ēkām, meliorācijām un citiem zemes piederumiem, kuras atrodas Rēzeknes apr., Ga galovas pag., Dirvanu-Sīļu sādžas viens. № 11, 11a un iedalīta Veronikai Franča m. Viktoram Jāņa d. **Keičiem** un Zuzannai Franča m. **Bariss.**

2) saimniecība sastāv no:

a) zemes, kopplatībā 18,070 ha $^3/_4$ idealām daļām;

b) dzīvojamās ēkās, klēts, kambara, 2 kūtim, 2 šķūņiem un rijas kula.

3) solīšana sāksies no Ls 600,—.

4) izsolē varēs piedalīties personas, kas līdz izsoles sākumam nodos izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvim:

a) drošības naudu $^1/_5$ no trešā pantā minētās summas, t. i. Ls 120,—;

b) Centralās zemes ierīcības komitejas apliecību, ka pircējam atļauts iegūt no Valsts zemes fonda iedalītu saimniecību.

Līgumi dēļ apliecības izsniegšanas jāiesniedz Centralai zemes ierīcības komitejai vismaz 2 nedēļas pirms izsoles dienas.

Tiesību ieguvējam tūliņ pēc izsoles beigām jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz $^1/_5$ no nosolītās summas. Pārējās $^4/_5$ jāiemaksā Valsts zemes bankai ne vēlāk kā divas nedēļas pēc izsoles. Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto drošības naudu un tiesību uz saimniecību. 32107

1930. g. 12. martā. № a 48848

Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļa.

Paziņojums.

1930. g. 3. martā finanču ministris anulējis **Tirdzniecības akciju sabiedrības „Externa" statūtus,** kas apstiprināti 1925. g. 1. septembri, jo sabiedrība līdz šim savu darbību nav uzsākusi un tamdēļ tā uzskatāma par nenodibinātu. 32129z

Tirdzniecības nod. priekšnieks P. Kalnozols.
Revidents R. Bērziņš.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka **1930. g. 18. martā,** plkst. 11 dienā, Rīgā, Avotu ielā № 2, dz. 36, pārdos vairāksolīšanā Dona **Bera** kustamu mantu, novērtētu par Ls 231,— un sastāvošu no mēbelēm, viņa dažādu nodokļa parāda segšanai.

Rīgā, 1930. g. 13. martā.

32117 Piedzinējs P. Zaķis.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka **1930. g. 18. martā,** plkst. 12 dienā, Rīgā, Blaumaņa ielā № 29, dz. 28, pārdos vairāksolīšanā Eliasa **Cvillinga** kustamu mantu, novērtētu par Ls 350,— un sastāvošu no mēbelēm, viņa dažādu nodokļu parāda segšanai.

Rīgā, 1930. g. 13. martā.

32116 Piedzinējs P. Zaķis.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka **1930. g. 18. martā,** plkst. 12 dienā, Rīgā, Valdemāra ielā № 37, dz. 6, pārdos vairāksolīšanā Jakoba **Šeera** kustamu mantu, novērtētu par Ls 463,— un sastāvošu no fliģeļa, viņa 1926./28. gada ienākuma nodokļa parāda segšanai.

Rīgā, 1930. g. 13. martā.

32152 Piedzinējs A. Upits.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka **1930. g. 19. martā,** pulkst. 12 d., Rīgā, Kurmanova ielā № 29, dz. 13, pārdos vairāksolīšanā Morducha **Tulboviča** kustamu mantu, novērtētu par Ls 393,— un sastāvošu no mēbelēm viņa dažādu nodokļa parāda segšanai.

Rīgā, 1930. g. 13. martā.

32172 Piedzinējs P. Zaķis.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka **1930. g. 19. martā,** pulkst. 13 d., Rīgā, Kurmanova ielā № 10, dz. 20, pārdos vairāksolīšanā Leiba **Gureviča** kustamu mantu, novērtētu par Ls 752,— un sastāvošu no mēbelēm viņa dažādu nodokļa parāda segšanai.

Rīgā, 1930. g. 13. martā.

32171 Piedzinējs P. Zaķis.

Iekšlietu ministrijas pasu nodaļa izsludina par ned. nozaudēto Hugo Auzina ārzemju pasi B № 001633, izd. 1928. g. 18. okt. Rīgā. 32154z

K. M. Budžetu un kredītu pārvalde

(Valdemāra ielā № 10/12)

izdos jauktā izsolē

1930. g. 20. martā, plkst. 11, **Zilupē**

ūdensvada ierīkošanas darbus Zilupes kazarmā

par apm. Ls 3000,—.

Darbu nobeigšanas termiņš — 1930. g. 31. augusts.

Izsole notiks K. M. budžetu un kredītu pārvaldē, Valdemāra ielā № 10/12 (ieeja no Elizabetes ielas), dz. 1-a, izsolu telpās, augšā norādītā dienā un stundā.

Piedāvājumi izsolē nodrošināmi 5% apmērā no šeit uzrādītā postena summas.

Tuvāki paskaidrojumi par izsoli — K. M. budžetu un kredītu pārvaldes apgādības nodaļā, Valdemāra ielā № 10/12 (ieeja no Elizabetes ielas), dz. 4, istaba № 7 un arī Kara būvniecības pārvaldes tehniskā daļā, Rīgā, Citadelē № 24, katru darbdienu parastā darba laikā. L 7298 32167b

ARSENĀLS

pārdos mutvārdu un rakstveida vairāksolīšanā

1930. g. 25. martā, plkst. 11 dienā

dažādas armijai nederīgas mantas,

kā: piem. vecus naftas un automobiļu motorus, dažādas automobiļu daļas, dzelzs un alumīnija skaidas, vecas dzelzs lūžņus, vara un misiņa lauzumu, vecu gumiju un dažādas citas mantas.

Pārdodamās mantas var apskatīt un uzzināt nocenojumu Arsenālā, Vecā Nometņu laukā № 84-a katru otrdienu, ceturtdienu un sestdienu no plkst. 10—12. 1* L 7204 31861

Paziņojums.

1930. g. 10. martā finanču ministris apstiprinājis **Finieru fabrikas brāļi Buš akciju sabiedrības statūtu § 7. grozījumu,** saskaņā ar kuru sabiedrība izlaiž 280 jaunas, otrā izlaiduma, akcijas par Ls 1.000,— katru, kopsummā par Ls 280.000,— nominālvērtībā, sastādot tādā kārtā Ls 840.000,— lielu pamatkapitālu, kas sadalās 840 akcijās pa Ls 1.000 katra.

Izlaiduma noteikumi šādi:

1) Finieru fabrikas „Brāļi Buš" a/s. izlaiž 280 otrā izlaiduma akcijas par Ls 1.000,— katru, kopsummā par Ls 280.000,— nominālvērtībā.

2) Akciju ieguvējiem virs akciju nominālvērtības jāpiemaksā par katru akciju Ls 6,50 liela prēmija akciju iespiešanas un citu ar akciju jaunizlaidumu saistītu izdevumu segšanai.

3) Iepriekšējā izlaiduma akciju īpašnieki bauda priekšrocības tiesības iegūt vienu jaunu akciju uz divām 1. izlaiduma akcijām divu nedēļu laikā, skaitot no jaunizlaiduma apstiprināšanas dienas.

4) Ja vecie akcionāri savas priekšrocības tiesības iepriekšējā pantā noteiktā laikā neizmantotu, tad akcijas piedāvājamas tālāko divu nedēļu laikā veciem akcionāriem bez jebkādiem ierobežojumiem skaita ziņā.

5) Ja arī otrā parakstīšanās laikā vecie akcionāri uz visām jaunām akcijām neparakstītos, tad uz pārpalikušām akcijām valde atklāj publisku parakstīšanos.

6) Iemaksu apmērus par akcijām un termiņus noteic valde. Izdevumi Ls 6,50 par akciju jāsamaksā reizē ar pēdējo iemaksu.

7) Visām akcijām jābūt sazīmētām sešu mēnešu laikā un pilnīgi apmaksātām ne vēlāk, kā viena gada laikā, skaitot no jaunizlaiduma apstiprināšanas dienas.

8) Jaunās akcijas bauda tās pašas dividendu tiesības, kā vecās akcijas.

7) Parakstīšanos uz akcijām pieņem sabiedrības valde, Rīgā, Bauskas ielā № 21.

Tirdzniecības nodaļas priekšnieks P. Kalnozols.
32130z Revidents R. Bērziņš.

Finanču ministrijas Valsts saimniecības departaments:

izrentēs mutvārdu sacensībās:

1) **š. g. 25. martā,** plkst. 10 rītā, Rīgā, Valdemāra ielā № 2-a

Daugmales pag. „Vēvēru" mājas

kopplatībā 37,9 ha uz laiku no 1930. g. 23. aprīļa līdz 1931. g. 23. aprīlim. Drošības nauda Ls 50,— iemaksājama sacensības dienā.

2) **š. g. 27. martā,** plkst. 10 rītā, Līvbērzes pag. valdē

Līvbērzes pag. „Maz-Rapu" mājas

kopplatībā 129,65 pūrv. uz laiku no 1930. g. 23. aprīļa līdz 1931. g. 23. aprīlim. Drošības nauda Ls 50,— iemaksājama sacensības dienā.

3) **š. g. 29. martā,** plkst. 10 rītā, Dzelzavas pag. valdē

Dzelzavas pag. „Skutanu Nr. 27" mājas

kopplatībā 20,97 ha uz laiku no 1930. g. 6. maija līdz 1331. g. 6. maijam. Drošības nauda Ls 30,— iemaksājama sacensības dienā.

4) **š. g. 2. aprīlī,** plkst. 10 rītā, Nirzas pagasta valdē

Nirzas pag. Turčinovkas muižiņu,

kopplatībā apm. 60 ha, uz laiku no 1930. g. 23. aprīļa līdz 1931. g. 23. aprīlim. Drošības nauda Ls 50,— iemaksājama sacensības dienā.

Ar sacensības noteikumiem un līguma paraugu var iepazīties sākot ar **š. g. 15. martu** minētās pagastu valdēs un Rīgā, Valsts saimniecības departamenta administratīvā nodaļā, Valdemāra ielā № 2-a, darbdienās no 9—13. L 7286x 32165x

Dzelzceļu XI ceļu iecirkņa priekšnieks

š. g. 28. martā, pulksten 12,

izdos jauktā izsolē:

1) **Podnieku un apmetēju darbus.** Drošības nauda Ls 100,—.
2) **Krāsotāju un apmetumu izlabošanas darbus.** Drošības nauda Ls 300,—.

Tuvākas ziņas iecirkņa kantorī, Jelgavā II mājā № 2, darba laikā no pulksten 9—15. L 7787 32166

Jaunjelgavas pilsētas valde

uzaicina pilsētas iedzīvotājus

nomaksāt līdz 1930. g. 30. jūnijam pilsētas nodokli par 1930. gadu:

par zirgu	Ls	6,—
par govi	„	2,—
par suni	„	2,—
par laivu	„	1,—
par biljarda galdu	„	20,—
par mantu un pasažieru pārvadāšanas uzņēmumu	„	10,—

Laikā nenomaksāto nodokli piedzīs divkārtīgos apmēros.

Jaunjelgavā, 1930. g. 11. martā. № 398

32077z Pilsētas galva (paraksts).
Sekretārs (paraksts).

Pasta un tēlegrafa departaments

1930. g. 28. martā, plkst. 12, savās telpās, Radio ielā,

izdos jauktā galigā izsolē

Rēzeknes pasta un tēl. kantoŗa ēkas ārējā apmetuma un krāsošanas darbus.

Rakstveida piedāvājumi slēgtās aploksnēs un iūgumi pielaist mutvārdu solīšanā, līdz ar dokumentu par iemaksātu drošības naudu Ls 500,—, iesniedzami departamenta būvniecības nodaļai līdz izsoles sākumam.

Tuvākas ziņas izsniedz departamenta būvniecības nodaļā, 38. istabā, un Rēzeknes pastmeistars. 2* L 7302 32168b

7. Siguldas kājnieku pulkam

vajadzīgi

2 virsdienesta vai brīva liguma vecākie pavāri

ar algu pēc XVIII katēgorijas.

Pieteikšanās pie pulka saimniecības priekšnieka Alūksnes pilī.
L 7273 2* 32162

Š. un Z. D. 3. raj. inženieris

š. g. 21. martā, plkst. 12 savā kancelejā, Cēsīs, L. Dārza ielā № 6,

izdos jauktā izsolē:

1) **2 caurteku būvi** uz Cēsu—Lenču jaunbūvējamās šosejas; drošība Ls 520,—.
2) **Vidzemes šos. dz.-betona tilta № 94 virsbūves atjaunošanu;** drošība Ls 480,—.

Tuvākas ziņas kancelejā darba laikā. L 7276 32163

5. rajona inženieris, Daugavpilī,

Šosejas ielā 68, **š. g. 22. martā,** plkst. 13,

jauktā izsolē izdos 8 m gara koka tilta būvi

pār strautu, uz Jaunsventes-Grendzes III šķ. ceļa, pie Sudmalnieku mājām. Nodrošinājums Ls 270,—.

Tuvākas ziņas kancelejā. L 7279 32164

Elkšņu virsmežniecība

pārdos mutvārdu izsolē 1930. g. 2. aprīlī, Biržu pag. 2. iec. mežniecībā, Ērgļu muižiņā,

sausus un vēja gāztus kokus:

2. iec. mežniecībā, Biržu III novadā, apg. № 21, pēc celmu skaita 1 vienību, novērt. Ls 1011.

Mežu pārdos uz zemkopības mibnistŗa 1929. g. 3. oktobrī apstiprināto nosacījumu un meža un meža materiālu pārdošanas likuma pamata.

Izsole sāksies plkst. 12 dienā.

Virsmežniecība patur sev tiesības izsudināto vienību noņemt no izsoles.

Tuvākas ziņas virsmežniecības kancelejā un pie 2. iec. mežziņa.
32072z **Elkšņu virsmežzinis.**

Rīgas prēfektūras 3. iec. pr-ks paziņo, ka **1930. g. 20. martā,** plkst. 16 dienā, Rīgā, Brīvības ielā № 15, dz. 30, saskaņā ar Rīgas pils. 1. raj. īres valdes 1929. g. 1. marta izpildrakstu № 177, pārdos Gustavam **Vanagam** piederošu kustamu mantu, sastāvošu no ozola koka ēdamistabas iekārtas, t. i. 2 bufetes, 1 galda, 10 krēsliem, 1 tējas galdiņa, 1 elektr. lampas un skapja - pulksteņa un novērtēta par Ls 533,30.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jelgavas pils. lombards

paziņo, ka **1930. g. 27. martā,** plkst. 10, ugunsdzēsēju telpās, Muzeja laukumā № 3, pārdos

atklātā vairāksolīšanā

bij. pilsētas draudzes bankā ieķīlātas un līdz 1929. g. 31. dec. nepagarinātas ķīlas, kā: zelta un sudraba lietas, pulksteņus, drēbes, veļu, velosipedus, šujmašīnas, mūzikas instrūmentus un dažādus saimniecības piederumus.

Pārdošanai apzīmētos priekšmetus var izpirkt līdz š. g. 24. martam.

Zemprovīgas zelta un sudraba lietas proves valdē salauž.

32109z **Lombarda valde.**

Daugavpils muita

š. g. 3. aprīlī, plkst. 10 rītā, muitas noliktavās — Daugavpilī, Muitas ielā № 3, **pārdos izsolē dažādas konfiscētas preces,** kā: odekolonu, mākslīga un dabīga zīda audumus, vilnas un kokvilnas audumus, spilvenus, mākslīga un dabīga zīda zeķes, cukuru u. t. t.

Preces var apskatīt izsoles dienā. 32074z Daugavpils muita.

Ilūkstes apr. polic. 1. iec. pr-ks izsludina **1930. g. 20. martā,** plkst. 10 no rīta, Borovkā uz tirgus laukuma, ūtrupi, kurā pārdos atklātā izsolē pils. Abramam **Šteimanim** piederošu mantu, sastāvošu no: 1) viena sienas pulksteņa, nocenotu par Ls 5,—; 2) viena galda, nocenota par Ls 1,—; 3) viena trauku skapja, nocenotu par Ls 5,—; 4) vienu koka sola, nocenotu par Ls 1,—; 5) diviem gultas spilveniem, nocenotiem par à Ls 5,—.

Uzrādītās mantas varēs apskatīt minētā dienā un vietā.

Nicas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto kara klausības apliecību № 15086, izd. no Liepājas kara apr. priekšn. 1924. g. 30. aug. ar Kristapa Lielozola vārdu. 30070o

Valsts dzelzceļu techniskās direkcijas 1. ceļu iecirkņa priekšnieks paziņo, ka saskaņā ar techniskā direktora rīkojumu no š. g. 4. februāŗa ar № 2716/Cs un satiksmes ministŗa piekrišanu, Rīgas Krasta stacijā Silķubrāķa pārbrauktuve, mazās kustības dēļ, no 1930. g. 15. aprīļa tiek pārvērsta par neapsargājamu pārbrauktuvi. 32110z

Ilūkstes apr. policijas 1. iec. priekšnieks izsludina **1930. g. 20. martā,** plkst. 10 no rīta, Borovkā uz tirgus laukuma ūtrupi, kuŗā pārdos atklātā izsolē Abramam **Zubovičam** piederošo mantu, sastāvošu no: 1) viena drēbju skapja, nocenotu par Ls 10,—; 2) viena grammofona, bez platēm, nocenotu par Ls 20,—; 3) viena sienas pulksteņa, nocenotu par Ls 11,—.

Aprakstītās mantas varēs apskatīt minētā dienā un vietā.

Ilūkstes apriņķa policijas 1. iec. priekšnieks izsludina **1930. g. 20. martā,** plkst. 10 no rīta Grīvā, uz tirgus laukuma, ūtrupi, kuŗā pārdos atklātā izsolē Aleksandram **Kirilovam** piederošu mantu, sastāvošu no: 1) viena koka ēdamgalda, nocenotu par Ls 10,—; 2) viena drēbju skapja, nocenotu par Ls 10,—; 3) vienas kumodes ar četrām atvilktnēm, nocenotu par Ls 15,—; 4) viena vara patvāra, nocenotu par Ls 10,—; 5) vienas koka kastes, nocenotas par Ls 3,—; 6) viena sienas pulksteņa, nocenotu par Ls 3,—; 7) viena maza galdiņa, nocenotu par Ls 5,—; 8) viena koka galdiņa ar skapīti, nocenota par Ls 6. 32089z

Ilūkstes apriņķa policijas 1. iec. priekšnieks izsludina **1930. g. 21. martā,** plkst. 10 no rīta Grīvā, Nīderkunes ūdens dzirnavās, ūtrupi, kuŗā pārdos atklātā izsolē sabiedrībai **„Zemgale"** piederošu vienu ūdens turbīni, no cenotu par Ls 30.000. 32088

Aprakstīto turbīni varēs apskatīt minētā dienā un vietā.

Madonas apr. polic. 1. iec. pr-ks paziņo, ka **1930. g. 19. martā,** plkst. 12, pie „Boķu" skolas, Bērzaunes pagastā, izpārdos vairāksolīšanā Annai **Bērziņš-Bušmans** piederošu kustamu mantu, sastāvošu no viena separātora „Silvia" № 2, lietota, nocenotu par Ls 46,— izpildot Cēsu-Madonas apr. valsts zemju inspektora rakstus no 1930. g. 12. un 18. februāŗa ar № 435 un 601.

Izzināt sarakstu, atsevišķas mantas nocenojumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgas pils. lombarda valde,

uz savu staŭtu 25. § pamata izsludina par ned. šādas par nozaudētām piezteiktas kīlu zīmes: №№ C 983898, 997931, 986679, 988488, 993747, №№ D 43798, 43799, 29818, 54214, 69400, 40490, 40491, 40501, 1973, 32579, 4747, 30569, 44977, 45780. 32111z

Rīgas pilsētas krājkasei

pieteikta kā nozaudēta ar Annas Ernesta m. Pudans vārdu izdota **krājgrāmatiņa № T. 1615,** izd. 1927. g. 9. februārī par Ls 496,54, un tādēļ pamatojoties uz statūtu § 11, tiek uzaicinātas visas personas, kuŗām kādas tiesības uz mortificējamo krājgrāmatiņu, pieteikties krājkasē **3 mēnešu** laikā skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Valdības Vēstnesī". Šim terminam izbeidzoties, izsludinātā krājgrāmatiņa tiks atzīta par nederīgu un viņas vietā izdota jauna. 32125z

Rīgā, 1930. g. 13. martā.

Rīgas pilsētas krājkases valde.

Ludzas apr. policijas 3. iec. priekšnieks paziņo, ka **1930. g. 25. martā,** plkst. 10, Zilupē, Nikolaja ielā № 21, pārdos Arona **Bachmata** kustamu mantu, sastāvošu no drēbju skapja, bērza koka, brūnas krāsas, kumodes, bērza koka ar tualeti un spoguli, divām mazām un četrām lielām atvilktnēm un ēdamistabas galda, bērza koka, kopv. Ls 120,—, dēļ nekust. mantas nodokļa piedzīšanas sask. ar nod. dep. rakstu no 1930. g. 20. febr. № 64544.

Ludzas apr. policijas 3. iecirkņa priekšnieks paziņo, ka **1930. g. 25. martā,** plkst. 13, Zilupē, Nikolaja ielā № 6, pārdos Jankeļa-Bera **Arona** kustamu mantu, sastāvošu no drēbju skapja, brūnā krāsā un grāmatu plaukta, brūnā krāsā, kov. Ls 46,—, dēļ nekustamas mantas nodokļa piedzīšanas sask. ar nodokļu dep. rakstu no 1930. g. 20. februāŗa № 64538.

Jaunvāles pagastam,

Valmieras apriņķī, vajadzīgs pagasta valdes kancelejas

ierēdnis (ne).

Vēlēšanas notiks š. g. 20. martā, plkst. 12 dienā, Jaunvāles pag. namā un kandidāti tiek lūgti ierasties personīgi vai pieteikties rakstiski, iesniedzot dokumentus par izglītību un līdzšinējo nodarbošanos. Alga pēc vienošanās, brīvs dzīvoklis, apkurināšana un apgaismošana. 32096z

Tuvākā dzelzceļa piestātne — Cempi — 1 km no pagasta nama. Pasta adrese: caur Cempiem.

Vilces pagasta valdei,

Jelgavas apriņķī, vajadzīgs

rajona ārsts.

Rajonā ietilpst 3100 iedzīvotāju. Alga pēc tautas labklājības ministrijas noteiktas normas — Ls 180,— mēnesī un atlīdzība par vizītēm pēc takses, dzīvoklis, sastāvošs no 3 istabām un virtuves, ar apkurināšanu un zemes apm. 1 ha.

Lūgums, ar dokumentim un īsu dzīves aprakstu, iesniedzāms pagasta valdē līdz 1930. g. 29. martam.

Ārsta pieņemšana pagasta padomes sēdē, pagasta namā, 1930. gada 31. martā, plkst. 13.

Pasta adrese: c. Vilci; dzelzceļa stacija Meitene. 3 32094z

Artilerijas instruktoru baterijas komandieris izsludina par ned. nozaudēto personas apliecību uz kareivja Arvēda Grava vārdu, izdotu 1929. g. 27. aprīlī ar № 211/1322 ar derīgumu līdz 1930. g. 30. maijam. 32113z

Rīgas prēf. 8. iec. priekšnieks izsludina par ned. nozaudēto kaŗaklausības apl. № 35576, izd. 1927. g. 8. februārī no Rīgas kara apr. pr-ka ar Jēkaba-Voldemāra Jēkaba d. Žuriņš vārdu, dzim. 1906. g. 11. augustā, iedziv. Terezes ielā № 4, dz. 6. 32115z

Jaunsaules pag. valde, Bauskas apr., izsludina par nederīgu Latv. iekšz. pasi ser. CK № 008643, izd. no šīs pag. valdes 1929. g. 19. febr. ar Annas Siders vārdu.

Kazdangas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi № 394, izd. no šīs pag. valdes 1920. g. 12. maijā ar Kriša Jēkaba d. Dreimankalna vārdu. 30075o

Palsmanes pag. valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) kara klausības apliecību № 34838, izd. no Rīgas kara apr. priekšn. 1927. g. ar Kārļa Lauzēja vārdu; 2) Latv. iekšz. pasi ser. NZ № 004309, izd. no Sējas pag. valdes 1927. g. 3. dec. uz tā paša vārda un 3) kara klausības apliecību № 583, izd. no Valkas kara apr. priekšn. 1922. g. 12. apr. ar Jāņa Kraukļa vārdu. 30076o

Bukmuižas pag. valde izsludina par ned. šādus nozaudētus dokumentus: 1) iekšzemes pasi ser. NM № 017107, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 6. sept. ar № 3307 ar Annas Podvinskis, dzim. Skoromko vārdu; 2) zirga pasi, izd. no nezināmas iestādes ar Emilijas Eisaks vārdu, vēlāk pārrakstītu ar Kazimira Kitoks vārdu, ar tanī apzīmēto zirgu dūkan-bēras krāsas, apm. 16 g. vecu; 3) iekšz. pasi ser. NK 018212, izdotu no šīs pag. valdes 1927. g. 28. dec. ar № 212 ar Radionova Minaja vārdu; 4) iekšzemes pasi № 865, izd. no šīs valdes 1921. g. 31. jūlijā ar Mišana Jezupa vārdu; 5) zirga pasi № 43844/533, izd. no Ludzas pilsētas valdes 1928. g. 31. janv. ar Zamuela Kovnatora vārdu ar tanī apzīmēto ķēvi, bēras spalvas, vēlāk pārrakstītu uz Adama Urtana vārdu; 6) zirgu pasi № 1253/6653, izdotu no šīs valdes 1926. g. 29. martā ar Adolfam Dubram piederošo ērzeli; 7) zirga pasi № 303/23303, izd. no Ludzas pilsētas valdes 1926. g. 27. martā ar Icikam Kovnadoram piederošu zirgu, vēlāk pārrakstītu uz Adama Kolocanova v.; 8) iekšzemes pasi ser. NL 020121, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 5. jūnijā ar reģ. № 2121 ar Jezupa Lukaševiča vārdu; 9) iekšzemes pasi ser. NL 019877, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 25. martā ar reģ. № 1877 ar Almas Frantcens vārdu. 30556z

Daugavpils apr. polic. 5. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi № 379, izd. no Kapiņu pag. valdes 1926. g. 22. janvārī ar Marka Aleksandra dēla Reiņa vārdu. 30547z

Daugavpils apr. polic. 5. iec. priekšnieks izsludina par ned. šādus nozaudētus dokumentus: Latvijas iekšzemes pasi ser. IZ № 024690, izd. no Dagdas pag. valdes 1929. g. 23. oktobrī ar Konstantina Čubreviča vārdu un kaŗaklausības apliec. № 2176, izd. 1924. g. 8. februārī no Daugavpils kara apr. priekšnieka ar Konstantina Čubreviča vārdu.

Doles pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. NP № 009647, izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 13. dec. ar Hugo-Andrēja Bergmaņa v.

Doles pag. valde atsauc savu š. g. „Vald. Vēstn." 42. num. iespiesto sludinājumu Zentas Krūmiņš pases ser. NP № 010157 nozaudēšanas lietā, jo minētā pase atrasta. 30077o

Kalvenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. LZ № 005523, izd. no Brocenu pag. valdes 1928. g. 15. jūn. ar № 523 Annai Cīrulis. 30561o

Preiļu pag. valde, Daugavpils apr., izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latv. iekšz. pasi № 9015, izd. no Preiļu pag. valdes 1924. g. 18. febr. ar Mina Ivanova vārdu; 2) Latv. iekšz. pasi ser. JT № 018292/3892, izd. no Preiļu pag. valdes 1928. g. 31. martā ar Dārtes Pastors vārdu; 3) Latv. iekšz. pasi ser. JP № 017858/2158, izd. no Preiļu pag. valdes 1928. g. 12. janv. ar Helenas Opuls-Saliniks vārdu; 4) Latv. iekšz. pasi ser. JP № 018537/2737, izd. no Preiļu pag. valdes 1928. g. 1. febr. ar Jēzupa Mārtiņa d. Placinska vārdu; 5) Latv. iekšz. pasi ser. JV № 002317/5917, izd. no Preiļu pag. valdes 1928. g. 4. okt. ar Paladija Lavrenova vārdu. 30562

Rēzeknes apr. policijas 1. iec. priekšnieks izsludina par ned. šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latvijas iekšz. pasi BK № 23952, izd. 1929. g. 3. jūnijā no Rīgas prēfektūras ar Eduarda Sietnieka vārdu; 2) Latv. iekšz. pasi № 782, izd. 1923. g. 19. dec. no Viesītes (agrākās Ekengrāves) pagasta valdes ar Voldemara-Johana Andrēja d. Greņģa vārdu; 3) kaŗaklausības apliecību № 2202, izd. 1925. g. 30. martā no Rēzeknes kara apr. priekšnieka ar Valdemara Andrēja d. Greņģa v.; 4) kaŗaklausības apl. № 3501, izdotu 1928. g. 23. maijā no sapieru pulka komandiera ar Vasilija Ivanova vārdu. 30553z

Rankas pag. valde izsludina par nederīgu Latv. iekšz. pasi vecā parauga № 533, izd. no Lizuma pag. valdes 1920. g. 21. aug. ar Lizes Jāņa m. Daudziņ vārdu. 30072o

Remtes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto kumeļu reģistr. zīmi № 72, izd. no šīs pag. valdes 1926. g. 27. janv. ar Jāņa Āboliņa vārdu. 30073o

Valkas apr. polic. 3. iecirkņa priekšnieks izsludina par ned. nozaudēto kaŗaklausības apliec. № 15101/a, izd. no Valkas kara apriņķa priekšnieka 1925. g. 30. oktobrī ar Eduarda Reiņa d. Svoots vārdu. 30549z

Bejas pagasta valde izsludina par ned. nozaudēto kaŗaklausības apliecību, izd. 1925. g. 5. februārī no Valkas kara apr. priekšnieka ar № 2529 ar Vladimira Johansona vārdu. 30555z

Bēnes pag. valde atsauc savu sludinājumu, ievietotu p. g. „Vald. Vēstn." 277. num. par Aleksandra Voldemāra d. Kunsta iekšz. pases LL № 9420 nozaudēšanu, jo tāda ir atrasta.

Daugavpils apr. policijas 4. iec. priekšnieks, Preiļos, izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi JP № 015003, izd. 1927. g. 18. oktobrī no Daugavpils apr. Preiļu iec. policijas priekšnieka ar Jevdokija Abrosimova vārdu. 30606

Gauru pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto pagaidu personas apliecību № 24, izd. no šīs pag. valdes 1923. g. 1. okt. ar Jāņa Lavrova vārdu. 30557o

Jelgavas apr. pol. 5. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi uz melni dārkas spalvas ķēvi, 7 gadus vecu, pases izdev. iestāde un izdošanas dati nav zināmi, bet pārakstītu uz Augusta Bensona vārdu. 30608o

Kalvenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi № 640, izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 5. febr. ar Miķeļa Vītoliņa vārdu. 30560o

Kārsavas pag. valde izsludina par nederīgiem šādus minētus dokumentus, kuŗi pieteikti par nozaudētiem: 1) pasi № 3096 ser. MN № 010696, izd. no Kārsavas pag. valdes 1928. g. 11. janv. ar Anetas Jaskulis vārdu; 2) pasi № 3748 ser. № 018948, izd. no Kārsavas pag. valdes 1928. g. 11. febr. ar Polza Solomeja vārdu; 3) zirga pasi № 1783, izd. no Kārsavas pag. valdes 1929. g. 16. janv. ar Jēzupa Tadeuša d. Loganovska vārdu; 4) kumeļa reģistrāc. zīmi № 80, izd. no Kārsavas pag. valdes ar Voičika Bartuļa d. Zeiļuka vārdu; un 5) pasi № 3642, izd. no Kārsavas pag. valdes 1928. g. 7. febr. ar Veronikas Sutra vārdu. 30643b

Liepupes pagasta valde izsludina par ned. nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ZK № 013290, izdotu no Liepupes pagasta valdes 1927. g. 16. decembrī ar reģ. № 340 ar Emmas Sedlenieks, dzim. Kalniņš vārdu. 30647z

Lažas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. BV № 017747—947, izd. no šīs pag. valdes 1929. g. 8. febr. ar Kriša Paula d. Štuba vārdu.

Lubānas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. № 017253, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 12. jūn. ar № 2053 Erichama Meieram.

Silajāņu pag. valde, Rēzeknes apriņķi, izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) iekšz. pasi № 3679, izd. 1923. g. 18. janv. no šīs pag. valdes ar Avtanoms Jakova d. Komlača vārdu; 2) iekšz. pasi № 8714, izd. 1921. g. 15. martā no Rēzeknes apr. 3. iec. polic. pr-ka ar Bogdanova Osipa d. Ermolaja v.; 3) iekšz. pasi № 5288, izd. 1920. g. 16. dec. no Rēzeknes apr. 3. iec. polic. pr-ka ar Grigorija Lariona d. Morozova v.; 4) kumeļa reģistrāc. zīmi № 527, izd. 1927. g. 2. jūn. no Jasmuižas pag. valdes ar Antona Franča d. Stro.ko v.; 5) iekšz. pasi № 2609, izd. 23. sept. no šīs pag. valdes ar Klaudija Tarasova v.; 6) iekšz. pasi MK № 008687/4787, izd. 1928. g. 24. aug. no šīs pag. valdes ar Dominieka Stankeviča vārdu; 7) iekšz. pasi № 2036, izd. 1921. g. 4. apr. no šīs pag. valdes ar Stafanija Romanovska vārdu; 8) iekšz. pasi № 992, izd. 1920. g. 4. nov. no Preiļu pag. valdes ar Alekseja Osipa d. Fomina vārdu; 9) iekšz. pasi № 3404 ser. NM № 015604, izd. 1928. g. 12. jūl. no šīs pag. valdes ar Pētera Tolstopjatova vārdu; 10) iekšz. pasi № 913, ser. NL № 017913, izd. 1928. g. 17. febr. no šīs pag. valdes ar Tomofeja Tolstopjatova vārdu un 11) zirga pasi № 29064/364, izd. 1926. g. 27. febr. no šīs pag. valdes ar Natalijas Šepovalovs vārdu. 30646b

Vidsmuižas pag. valde, Rēzeknes apr., izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latvijas iekšz. pasi ser. NL № 013312, izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 21. dec. ar Dementija Baikova vārdu 2) Latvij. iekšz. pasi vecā par. № 2878, izd. no Rēzeknes apr. priekšn. pal. 2. iec. 16. febr. ar Sidora Jakova d. Dukala vārdu. 30563o

Višķu pag. valde izsludina par nederīgu kara klausības apl. № 2680, izd. no Daugavpils kara apr. priekšn. 1925. g. 9. febr. ar Nikina Nikifora vārdu. 30564o

Jelgavas apr. pol. 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgām šādas nozaudētas Latv. iekšz. pases: 1) ser. LK № 004755, izd. no Jelgavas apr. priekšn. 1927. g. 19. dec. ar Emmas Lāmanis vārdu; 2) ser. LK № 010522, izd. no Jelgavas apr. priekšn. 1928. g. 10. janv. ar Jāņa Vaitaitis vārdu, 3) ser. LK № 017953, izd. no Jelgavas apr. priekšn. 1928. g. 30. apr. ar Anetes-Alīdes-Kleinberg vārdu, 4) ser. LK № 006303, izd. no Jelgavas apr. priekšn. 1927. g. 11. nov. ar Lavīzes-Almas Kalniņš vārdu.

Jelgavas apr. pol. 5. iec. priekšn. izsludina par nederīgu Latv. iekšz. pasi ser. CV № 011909, izd. no Blīdienas pag. valdes 1927. g. 26. sept. ar Žaņa-Roberta Šperliņa vārdu. 30607o

Jelgavas apr. pol. 5. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto izrakstu no Renģes muitas preču pārbaudīšanas grām. № 136907, izd. 1929. g. 8. sept. Dāvīdam Kleinam. 30609o

Dažādi sludinājumi.

Kuģniecības akciju sabiedrība

A. Augsburg,

saskaņā ar statūtu 69. pantu, uzaicina akcionārus uz

otru kārt. vispārēju sapulci

pirmdien, **1930. g. 31. martā,** plkst. 10 priekš pusd., Rīgā, sabiedrības kantorī, Jēkaba ielā, № 3, jo pirmā kārt. vispār. sapulce, sasauktā uz šī gada 13. martu, akcionāru nepietiekošas piedalīšanās dēļ nenotika.

Dienas kārtība:

1) 1929. g. norēķina caurskatīšana un apstiprināšana.
2) 1930. g. budžeta un darbības plāna caurskatīšana un apstiprināšana.
3) Direktoru un direktoru kandidātu vēlēšana.
4) Revīzijas kommisijas vēlēšana.
5) Valdes pilnvarošana uz budžeta neparedzēto izdevumu izvešanu.
6) Priekšlikumi.
7) Trīs dalībnieku vēlēšana protokola parakstīšanai.

Šī sapulce ir pilntiesīga un viņas lēmumi galīgi pie katra akciju skaita, kuŗas raprezentētas sapulcē. 32122z **Valde.**

Akciju sabiedrība „Kapbaļķi"

sasauc

kārtēju akcionāru sapulci

1930. g. 3. aprīlī, plkst. 6 vak., Rīgā, M. Smilšu ielā № 1, dz. 3.

Dienas kārtība:

1) Vēlēšanas.
2) Dažādi priekšlikumi.

32155 **Valde.**

Rīgas mežu un būvju akc. sab. valde

atsauc

otrreizējo ārkārtējo akcionāru sapulci, kas nolikta š. g. 14. martā bet nolīek to **š. g. 19. aprīlī,** plkst. 18, tanīs pašās telpās, Rīgā, Blaumaņa ielā № 29, dz. 13, un ar to pašu dienas kārtību.

32128z **Valde.**

Liepājas tirg. un rūpn. savst. kreditbiedrības

kārtēja biedru pilna sapulce

notiks svētdien, **1930. g. 6. aprīlī,** plkst. 3 p. p., Liepājas Amatnieku biedrības zālē, Kungu ielā № 7, ar

dienas kārtību:

1) Sapulces darbinieku vēlēšanas.
2) Valdes, padomes un revīzijas kommisijas ziņojumi un 1929. gada pārskata pieņemšana.
3) Peļņas sadalīšana.
4) Budžeta pieņemšana uz 1930. gadu.
5) Valdes, padomes un revīzijas kommisijas locekļu un kandidātu vēlēšanas.
6) Dažādi jautājumi.

32108z **Valde.**

Ziemeļkurzemes ārstu biedrība,

uz š. g. 23. febr. pilnas sanāksmes lēmumu 31099

tiek likvidēta.

Likvidācijas kommisija.

XIII Rīgas kopējās darbinieku slimo kases valde

paziņo kases dalībniekiem, ka 1929. gada pārskats sastādīts un izlikts kases telpās, Raiņa bulv. № 7, kases dalībnieku ieskatīšanai. 32112 **Valde.**

Iespiests Valsts tipografijā.